

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 15/12/2016

N° : 2016/18

**GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
POUR LA GESTION DE LA POLITIQUE
DE LA VILLE**

SOMMAIRE

 <u>Délibérations de l'Assemblée Générale du 2 mai 2016</u>	page 4
 <u>Délibérations de l'Assemblée Générale du 16 juin 2016</u>	page 37

Délibérations de l'Assemblée Générale du 2 mai 2016

**DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA
MÉTROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE,
DE L'ETAT ET DE LA VILLE DE MARSEILLE A
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU GIP POLITIQUE
DE LA VILLE**

Délibération n°2016/01 du 2 mai 2016

L'article 11 de l'avenant n°7 à la convention constitutive du GIP Politique de la Ville dispose que son Assemblée Générale se compose de quatre représentants pour la Métropole Aix Marseille Provence, trois représentants pour l'Etat et deux représentants pour la Ville de Marseille.

Les articles 17 et 17.2 précisent que l'Assemblée Générale est composée de l'ensemble des membres du Groupement, c'est-à-dire de leurs représentants nommément désignés.

A la suite de la modification des statuts du GIP, de l'intégration de la Métropole Aix Marseille Provence et du changement du nombre de représentants pour la Ville de Marseille, les assemblées délibérantes correspondantes ont désigné leurs représentants.

Le Conseil Métropolitain a désigné :

- Monique CORDIER, Conseillère Métropolitaine,
- Arlette FRUCTUS, Vice-Présidente de la Métropole déléguée à l'Habitat, au Logement et à la Politique de la Ville,
- Stéphane MARI, Conseiller Métropolitain,
- André MOLINO, Conseiller Métropolitain,

pour représenter la Métropole Aix-Marseille Provence au sein de l'Assemblée Générale du Groupement.

Le Conseil Municipal a désigné :

- Valérie BOYER, Conseillère Municipale
- Richard MIRON, Adjoint au Maire délégué aux Sports

pour représenter la Ville de Marseille au sein de l'Assemblée Générale du Groupement.

Par ailleurs, le Préfet de Région a désigné comme représentant de l'Etat au sein de l'Assemblée Générale, en lieu et place de M. Patrick Guichard :

- Luc LAUNAY, Directeur Académique des Services de l'Education Nationale.

Pour mémoire, l'Etat est également représenté par :

- Yves ROUSSET, Préfet Délégué pour l'Egalité des Chances
- Didier MAMIS, Directeur Départemental Jeunesse, Sports et Cohésion Sociale

La délibération nommant les représentants pour la Métropole Aix-Marseille Provence, l'Etat et la Ville de Marseille à l'Assemblée Générale du GIP est adoptée à l'unanimité.

ELECTION DU PRÉSIDENT DU GIP

Délibération n° 2016/02 du 2 mai 2016

L'article 18 des statuts du GIP Politique de la Ville précise :

« L'Assemblée Générale élit, à la majorité absolue, parmi ses membres, un Président et un vice-Président, pour la même durée que le Groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable ».

A la suite de la modification des statuts du GIP et de la désignation de nouveaux représentants pour les collectivités au sein de l'Assemblée Générale du Groupement, il y a lieu d'élire un nouveau Président.

Madame Arlette FRUCTUS est élue Présidente du GIP Politique de la Ville à l'unanimité.

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DU GIP POLITIQUE DE LA VILLE DU
22 DÉCEMBRE 2015**

L'Assemblée Générale du GIP s'est réunie le mardi 22 décembre 2015 à 10h00 dans les locaux du GIP au CMCI, Salle de la Rotonde.

Membres de l'Assemblée Générale du GIP

Etaient présents :

Ville : Mme FRUCTUS

Etat : M. ROUSSET / M. MAMIS

Etaient représentés :

Mme BOYER, pouvoir donné à Mme FRUCTUS
Mme CORDIER, pouvoir donné à Mme FRUCTUS
M. MIRON, pouvoir donné à Mme FRUCTUS

Assistaient également à la séance :

Mme PENELAUD, Contrôleur Financier du GIP,
M. MARTIN, Directeur par intérim du GIP,
M. CONTADINI, agent comptable du GIP,
M. BINET, Directeur de MRU,
Mme LUCCONI, Conseillère d'arrondissements 11/12,
Mme BICAS, Chef de projet à la mairie d'arrondissements 11/12,
Mme MINARD, Chef de Service du Pôle territorial Centre et Sud du GIP,
Mme BALTZ, Chef de Service du Pôle développement du GIP,
Mme JOYEUX-BOUILLON, Chargée de mission auprès de la Direction du GIP.

Le quorum étant atteint, Madame FRUCTUS, Présidente du GIP, ouvre la séance.

1^{er} point : Adoption du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 12 octobre 2015

Après mise en délibéré, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

2^{ème} point : Adoption du relevé de décision de l'Assemblée Générale par correspondance du 3 décembre 2015

Monsieur ROUSSET souhaite donner une explication de vote. Les services de l'Etat se sont en effet abstenus lors de ce scrutin par correspondance du fait de l'absence totale de concertation préalable à la proposition soumise au vote alors même que, dans un courrier du 17 janvier 2015, le préfet de région avait fait part de son intérêt pour cette question, qui concerne le point essentiel de la répartition du nombre de sièges entre Etat, ville et communauté urbaine à l'assemblée générale du GIP.

Madame FRUCTUS indique que la répartition prévue est conforme à l'équilibre des participations au GIP pour l'année 2016. En effet la participation financière de l'Etat en 2016 diminue, le portage du PRE étant restreint à 6 mois et les crédits dédiés aux subventions associatives étant repris en gestion directe.

Toutefois la répartition prévue est conforme à l'équilibre des participations au GIP pour l'année 2016 puisque, pour celles de l'Etat diminuent, le portage du PRE étant restreint à 6 mois et les crédits dédiés aux subventions associatives repris en gestion directe.

Après mise en délibéré, le relevé de décision est adopté à l'unanimité.

Après mise en délibéré, le relevé de décision est adopté à l'unanimité.

3^{ème} point : Adoption de l'avenant n°4 à la convention de mise à disposition des moyens logistiques, locaux, matériel, logiciels passée avec la Ville de Marseille au titre de l'année 2014 – Délibération n° 2015/26

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

4^{ème} point : Approbation de l'avenant n° 15 au protocole relatif aux contributions des membres aux charges du GIP établies pour l'exercice 2014 – Délibération n° 2015/27

Monsieur ROUSSET fait remarquer le coût important du nettoyage des locaux du GIP, à savoir 150.000€.

Madame FRUCTUS demande à ce que les équipes du GIP vérifient ce point avec les services de la Ville de Marseille.

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

5^{ème} point : Versement d'une contribution exceptionnelle au Comité d'Action Sociale – Délibération n° 2015/28

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

6^{ème} point : Avenant à la convention GIP-SODEXO pour les titres restaurant des agents contractuels du GIP : modification de la valeur faciale exercice 2016 – Délibération n° 2015/29

Point particulier :

Le contrôleur financier du GIP souligne l'écart entre les avantages accordés aux agents de la Fonction Publique Territoriale, sur laquelle s'appuient les décisions du GIP à ce sujet, et ceux de la Fonction Publique d'Etat. Dans la perspective éventuelle de transfert de personnel du GIP à l'Etat, il serait donc préférable, après la délibération actuelle, de surseoir à toute autre augmentation d'un avantage lié au transfert de compétence de la Ville à la Métropole, et donc de limiter cet écart.

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

7^{ème} point : Approbation du Plan de formation 2016 – Délibération n° 2015/30

Monsieur ROUSSET note que seule des formations à l'initiative des agents ont été dispensées en 2015. Il regrette qu'un plan de formation réalisé par l'employeur ne soit pas présenté.

Madame FRUCTUS précise que si l'observation de M. ROUSSET est exacte pour 2014, en revanche en 2015 le plan de formation réalisé a reposé sur des formations collectives et des colloques professionnels sur la base d'une décision de la Direction du GIP approuvée par le Comité Technique et l'AG.

Est ajouté au plan de formation du GIP 2016 la participation de ses agents opérationnels aux 2 journées de formation organisées par les services de l'Etat sur les valeurs de la République, la citoyenneté et la laïcité, conformément au plan national qui en fait une condition pour le bénéfice de subventions Politiques de la Ville à partir de 2017 pour toutes les associations souhaitant obtenir des crédits spécifiques de la politique de la ville de la part de l'Etat.

Enfin, le plan de formation 2016 sera, comme en 2015, complété en fonction des besoins de formation liés à l'évolution des métiers de la Politique de la Ville, en matière de pouvoir d'agir, etc.

Avec cette modification et après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

8^{ème} point : Lancement d'une consultation : développement d'une plate-forme pour la gestion dématérialisée des demandes de subvention et de gestion de l'information – Délibération n° 2015/31

Le principe de cette délibération est exposé. Il s'agit de moderniser les modalités opérationnelles, informatiques et administratives de l'appel à projet et de la gestion des données administratives des associations financées, en vue de simplifier et rationaliser le fonctionnement actuel. Cette délibération est toutefois retirée de l'ordre du jour et reportée à la prochaine Assemblée Générale, qui se tiendra éventuellement par correspondance sur ce sujet afin d'en délibérer dès que possible. Elle devra être complétée par un cahier des charges travaillé avec les services de l'Etat et mentionnant les besoins d'interfaces entre les systèmes d'information et notamment ceux de l'Etat développés au plan national.

9^{ème} point : Programme de Réussite Educative : décision sur l'arrêt du portage du dispositif par le GIP – Délibération n° 2015/32

Points particuliers :

* Ce dispositif étant porté par le GIP jusqu'au 30 juin 2016, les parcours des bénéficiaires seront effectifs jusqu'à cette date. Compte tenu de la concomitance entre les dates de fin de contrat des agents et de fin des actions dont la réalisation doit être attestée par les équipes de réussite éducative, l'Etat et l'Assemblée Générale demandent à ce que, pour le paiement des factures correspondantes, la réalisation des actions soit attestée de manière anticipée entre le 15 et le 30 juin par les agents du PRE au vu des prestations réalisées.

* L'Etat demande également que des dossiers complets concernant les parcours et les **L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h00.**

bénéficiaires lui soient transmis à cette date. Il est fait mention de l'importance de la qualité des dossiers à transmettre.

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

10^{ème} point : Présentation et adoption du Budget Prévisionnel du GIP pour l'exercice 2016 – Délibération n° 2015/33

Point particulier :

Au regard de la diminution des dépenses prévisionnelles du GIP en matière de fonctionnement pour affaires générales, la dotation de l'Etat sera revue à la baisse. Une décision modificative sera présentée à l'Assemblée Générale dès notification.

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

11^{ème} point : Adoption de la convention financière 2016 entre le GIP et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole – Délibération n° 2015/34

Après mise en délibéré, la délibération est adoptée à l'unanimité.

12^{ème} point : Adoption de la nouvelle grille des emplois du GIP – Délibération n° 2015/35

A la demande de la présidente et avec l'accord du vice-président, cette délibération est retirée de l'ordre du jour et reportée à la prochaine Assemblée Générale.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015 GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC POLITIQUE DE LA VILLE

Délibération n°2016/03 du 2 mai 2016

Créé par arrêté préfectoral du 9 octobre 1998 et mis en place en janvier 1999, le GIP Politique de la Ville est la structure juridique et financière d'animation et de gestion des programmes successifs mis en place à Marseille dans le cadre de la Politique de la Ville (actuellement Contrat de Ville intercommunal 2015-2020).

Le GIP Politique de la Ville est chargé :

- Du portage et de l'animation des équipes opérationnelles du Contrat de Ville pour Marseille,
- De l'élaboration, du suivi et de la mise en œuvre du Contrat de Ville et de ses Projets de Territoire pour Marseille à travers notamment :
 - la programmation annuelle qui lui est confiée et sa déclinaison administrative et financière,
 - le partenariat avec les services des différents signataires du Contrat, notamment au travers l'organisation et le suivi des instances partenariales, en vue d'une mise en œuvre coordonnée et adaptée des moyens sur les territoires prioritaires,
 - la promotion d'une approche intégrée urbaine, économique et sociale, le développement du vivre ensemble et l'accompagnement de la jeunesse en tant que ressource sur les territoires prioritaires,
 - la mise en œuvre des démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, des Ateliers Santé Ville et du Programme de Réussite Educative,
- De l'accompagnement des projets ANRU dans leur composante de gestion urbaine, économique et sociale,
- De la mise en œuvre des procédures d'évaluation et des études et diagnostics nécessaires.

Les principaux chiffres :

Au total **33 délibérations** ont été prises pendant les 6 séances de l'Assemblée Générale du GIP.

Pour élaborer le Contrat de Ville intercommunal 2015-2020, **24 ateliers territoriaux et thématiques** ont été organisés et ont mobilisé **plus de 300 participants** institutionnels, techniciens et élus des différents signataires du contrat.

De même, les Projets de Territoire ont donné lieu à une large concertation qui a mobilisé près de **700 personnes** sur l'ensemble des rencontres.

53 réunions de Conseils Citoyens ont été organisées par les équipes Politique de la Ville en accompagnement de leur lancement depuis juillet 2015.

Dans le cadre de l'appel à projet annuel du Contrat de Ville, **402 associations** ont déposé **970 projets** qui ont fait l'objet d'une instruction multi-partenariale coordonnée par le GIP. **701 actions** ont été

financées, soit **294 associations** subventionnées.

7 102 376 € déléguées au GIP ont été attribués dans le cadre de la programmation associative, dont **3 020 586 €** au titre de la Ville de Marseille et **4 081 790 €** au titre de l'Etat.

37 projets d'investissement représentant 4 118 184 € de travaux et acquisitions de matériel ont été financés à hauteur de **1 791 444 €**, soit **1 442 069 €** pour la Ville de Marseille et **349 375 €** pour le Conseil Régional.

Une dotation de **3 420 000 €** a été attribuée par la Ville de Marseille, avec l'accompagnement du GIP Politique de la Ville, à **17 projets** dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville 2015.

Sur cette année scolaire 2014/2015, **1047 enfants** ont été bénéficiaires d'un parcours individuel de réussite éducative au sein du Programme de Réussite Educative, soit une augmentation de 20% par rapport à 2013/2014.

131 actions santé ont été suivies ou portées par les Ateliers Santé Ville dans le cadre des Plans Locaux de Santé Publique et du Contrat de Ville.

381 conventions de financement ont été éditées et suivies et **743 bilans de réalisation** contrôlés et mandatés.

9 contrôles et audit de réalisation des actions ont été mis en œuvre sur l'année 2014/2015. **15 autres** sont prévus sur l'année 2015/2016, dont 2 déjà en cours de réalisation.

Pour 2015, l'activité du Groupement a notamment entraîné l'émission et le contrôle de **2453 mouvements comptables**, soit 2102 mandats, 260 ordres de paiement et 91 titres de recettes.

40 articles et/ou annonces ont été publiées sur le site internet polvillemarseille.fr depuis le mois de mai 2015.

I – LES ASSEMBLÉES GENERALES

L'Assemblée Générale du GIP s'est réunie 6 fois en 2015 : les 3 mars, 28 avril, 9 juin, 12 octobre, 3 décembre (Assemblée Générale par correspondance) et 22 décembre 2015. Au total 33 délibérations ont été prises.

1/ Principales décisions institutionnelles et organisationnelles

Les principales décisions institutionnelles de l'Assemblée Générale en 2015 sont relatives à :

- la désignation de deux nouveaux représentants dans le collège de l'Etat à l'Assemblée Générale, Monsieur Didier Mamis, Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et Monsieur Yves Rousset, Préfet Délégué pour l'Egalité des Chances, élu vice-président du GIP.

- la désignation d'un nouveau Commissaire du Gouvernement, Monsieur Stéphane Bouillon, Préfet des Bouches-du-Rhône, Préfet de la Région PACA.

- l'adoption de l'avenant n°6 à la convention constitutive du GIP, portant prorogation de son existence jusqu'au 31 décembre 2016.

- l'adoption de l'avenant n°7 à la convention constitutive portant adhésion de l'intercommunalité Marseille Provence Métropole suite au transfert de compétences porté par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

- la décision sur l'arrêt du portage du Programme de Réussite Educative par le GIP au 30 juin 2016.

2/ Eléments budgétaires et financiers

Les principales décisions budgétaires et financières portent sur :

- l'adoption des conventions financières 2015 avec la Ville de Marseille concernant les Ateliers Santé Ville et le Contrat de Ville.

- l'adoption des conventions financières avec l'ACSE concernant les Ateliers Santé Ville, le Programme de Réussite Educative et le Contrat de Ville.

- l'adoption de la convention financière MPM relative aux frais d'ingénierie du GIP.

- l'approbation d'une série d'actions de la programmation annuelle 2015 pour les associations « fragiles » et de la convention type modifiée avec les porteurs de projets.

- 2 séries d'action pour la programmation 2015 du Contrat de Ville.

- la présentation du Compte Financier 2014 du Groupement.

- la présentation de 2 décisions modificatives du Budget 2015 du Groupement.

3/ Ressources humaines

Les principales décisions de l'Assemblée Générale ont porté sur :

- le plan de formation.
- le régime indemnitaire.

4/ Consultations

Les principales décisions concernant des consultations ont été :

- le lancement d'une consultation dans le cadre d'un groupement de commande avec MRU pour une AMO sur l'organisation et l'animation d'une communauté de pratiques sur la participation des habitants dans les projets d'aménagement.

- l'adoption de deux cahiers des charges pour le Programme de Réussite Educative, relatifs au lancement de deux consultations pour l'organisation d'activités physiques et de loisirs à visée éducative et pour des prestations en

accompagnement et en soutien scolaire pour les enfants en parcours individuel de Réussite Educative.

II – L'ÉLABORATION DU CONTRAT DE VILLE ET DES PROJETS DE TERRITOIRE

Le GIP Politique de la Ville a été le pilote de l'élaboration du contrat de ville, avec la contribution de l'AGAM et d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (qu'il a contribué à financer aux côtés du GIP MRU, de MPM et des 3 autres communes concernées).

Pour élaborer ce contrat, des ateliers territoriaux et thématiques organisés par le GIP fin 2014 et début 2015 ont mobilisé plus de 300 participants institutionnels, techniciens et élus des différents signataires du contrat, au cours de 24 rencontres (8 ateliers territoriaux et 13 thématiques).

En parallèle des réunions tenues dans les quartiers concernés par les équipes politiques de la ville ont associé acteurs locaux institutionnels et associatifs lors de 16 temps de rencontre :

- septembre 2014 : le bilan des interventions de la politique de la ville sur les territoires,
- novembre 2014 : les perspectives pour le contrat de ville, recueil des attentes et besoins pour le territoire,
- février 2015 : poursuite de la réflexion sur les grands enjeux des territoires, attentes et besoins des habitants,
- mars –avril 2015 : première rédaction du cahier « diagnostic territorial et thématique » et du cahier 2 « Orientations stratégiques et programme d'actions cadre ».

Des entretiens bilatéraux avec les décideurs et partenaires du contrat de ville (Préfecture et services de l'Etat, élus et directions de la Ville de Marseille et de MPM) ont également été organisés.

Des comités techniques de suivi ont eu lieu les 11 février, 17 mars, 12 mai 2015.

Trois versions successives du contrat de ville ont été produites et soumises à la relecture des techniciens du comité technique et présentées en comité de pilotage du Contrat de Ville.

Enfin, six comités de pilotage rassemblant les partenaires ont été réunis à l'initiative du conseiller communautaire délégué et de la présidente des deux GIP pour conduire, orienter et valider l'ensemble de la démarche.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole 2015-2020 est le fruit de plusieurs mois d'un travail intensif et d'une vraie dynamique partenariale. Ce contrat s'appuie sur les principes fondateurs suivants :

- Une concentration de l'action publique dans les quartiers représentant les difficultés les plus saillantes et le choix d'un

projet stratégique resserré sur les enjeux prioritaires.

- Une articulation entre les échelles, les enjeux communs à tout le territoire et les enjeux spécifiques à chaque quartier.
- La complémentarité entre un cadre d'action transversal et une action publique spécifique ciblée et déclinée dans les futurs projets de territoire.
- Un cadre partenarial pour la mise en œuvre de l'action publique qui permette aux quartiers prioritaires et à leurs habitants de mieux bénéficier des dynamiques qui animent le territoire communautaire.
- La mise en place de modalités de pilotage partenarial, réactives et efficaces, appuyées sur une direction de projet et un dispositif opérationnel renforcé, également chargé du suivi, de l'observation et de l'évaluation.
- La contractualisation d'engagements financiers des différents partenaires pour la durée du contrat.

Le Contrat de Ville signé le 17 juillet 2015 a fixé les grands axes d'intervention de la politique de la ville à l'échelle du territoire intercommunal.

Ce document se décline ensuite au niveau territorial au travers des projets de territoire Sur Marseille, ils correspondent aux six secteurs opérationnels du Contrat de ville :

- Grand Centre-Ville
- Grand Sud Huveaune
- Nord-Est 13e arrondissement
- Nord-Est 14e arrondissement
- Nord Littoral Est
- Nord Littoral Ouest

L'élaboration de ces projets de territoire a mobilisé l'ensemble des équipes opérationnelles de la politique de la ville, les institutions partenaires et le tissu associatif local entre le mois de juillet et le mois de décembre 2015.

Pour répondre au plus près aux besoins des territoires, le GIP politique de la ville a ainsi organisé une large concertation avec les acteurs institutionnels et les Conseils Citoyens.

Les projets de territoire ont ainsi été validés dès le premier comité de pilotage du Contrat de Ville du 10 décembre 2015. A cette occasion, la qualité du travail mené a été unanimement saluée par les partenaires ainsi que la méthodologie participative adoptée.

Ils ont également servi de socle pour l'ancrage territorial du futur NPNRU.

Le suivi et l'évaluation des Projets de territoire se fera via l'organisation de Comités de suivi des Projets de territoire qui associeront les partenaires institutionnels, les représentants des acteurs locaux et les membres des Conseils Citoyens.

III - LE LANCEMENT DES CONSEILS CITOYENS

Le lancement de la réflexion sur les Conseils Citoyens a commencé en fin 2014, avec l'organisation d'un atelier de travail portant sur la participation des habitants à l'échelle intercommunale dans le cadre de l'élaboration du contrat de ville. Il a associé principalement les partenaires institutionnels, quelques associations et des élus des communes hors Marseille.

Parallèlement, Mme Fructus adjointe au Maire de Marseille en charge de la Politique de la Ville, de la Rénovation Urbaine et de l'Habitat et présidente des GIP a rencontré l'ensemble des Maires de secteur concernés pour expliquer l'objet de ces nouvelles instances de participation et échanger sur les modalités de constitution et de fonctionnement.

La complexité du sujet a nécessité plusieurs réunions de brainstorming avec les services de la Préfecture depuis le vote de la Loi en février 2014, pour organiser et valider la démarche, proposer une charte de fonctionnement servant de guide au lancement des Conseils Citoyens et constituer le Groupe d'Appui en proposant aux communes partenaires du contrat de ville intercommunal de s'associer à la démarche.

Le choix de créer 10 Conseils Citoyens à Marseille

Compte tenu du nombre important de quartiers de la Politique de la Ville et des logiques territoriales et opérationnelles, la Ville de Marseille et la Préfecture se sont accordées pour couvrir les 35 quartiers prioritaires de Marseille par la création de 10 Conseils Citoyens pour le lancement de la démarche. A titre indicatif, procéder à la création d'un conseil citoyen par quartier prioritaire induirait une représentation déséquilibrée entre par exemple les habitants du quartier Bensa d'environ 1000 habitants et ceux du grand centre-ville d'environ 87 000 habitants. De la même manière les quartiers prioritaires du 9^e et 10^e arrondissements de Marseille auraient bénéficié de 8 Conseils Citoyens pour seulement 15 000 habitants.

La sectorisation des périmètres d'intervention des conseils citoyens a donc été pensée en intégrant à la fois les logiques d'intervention des futurs projets de territoires et le découpage administratif en arrondissement. Leurs périmètres d'interventions sont les suivants :

- 1^{er} et 6^{ème} arr.
- 2^{ème} arr.
- 3^{ème} arr.
- 9^{ème} et 10^{ème} arr.
- 11^{ème} et 12^{ème} arr.
- 13^{ème} Est
- 13^{ème} et 14^{ème} Centre
- 14^{ème} Ouest
- 15^{ème} et 16^{ème} Est
- 15^{ème} et 16^{ème} Ouest

Le rôle des Conseils Citoyens

Conformément à ce que prévoit le document de référence national, la charte constituée pour le lancement des Conseils Citoyens, qui a donné lieu

à un temps de travail avec les membres du Groupe d'Appui, comprend les grands principes permettant un lancement homogène de la démarche sur le territoire.

Les Conseils Citoyens sont notamment amenés à :

- Porter la parole des habitants auprès des décideurs de la Politique de la Ville
- Participer aux instances institutionnelles dans une logique de co-construction
- Participer à la dynamique des Fonds de Participation des Habitants (FPH)
- Témoigner des débats et décisions auxquels ils auront participé auprès des habitants

La composition de chaque Conseil Citoyen

Au lancement de la démarche elle envisagée de la manière suivante :

Chaque Conseil Citoyen réunit 32 membres, soit 16 habitants (à parité femmes – hommes, et avec 25% de moins de 30 ans) et 16 acteurs locaux des quartiers prioritaires. Chaque habitant peut apporter ses idées :

- soit directement, s'il a été sélectionné en tant que membre du Conseil.
- soit indirectement en apportant ses idées aux membres sélectionnés.

A ce jour une souplesse a été donnée par la Ville de Marseille et la Préfecture pour que leur composition puisse varier en fonction des territoires :

- de manière à régulariser des erreurs de candidature d'associations ayant fait acte de candidature puis été tirées au sort sur un Conseil Citoyen hors de leur territoire d'intervention.
- de manière à tirer pleinement parti de la motivation des habitants qui ont été tirés au sort, Le collège acteurs locaux

L'appel à candidature pour la constitution du collège des acteurs locaux a été ouvert du 3 au 26 juin 2015 en ligne sur le site internet de la Politique de la Ville (avec deux reports de date décidés par la Ville de Marseille et la Préfecture). Il a été relayé par les équipes du GIP Politique de la Ville, les mairies de secteur et la Préfecture, et a fait l'objet d'une conférence de presse permettant une visibilité plus importante de la démarche. Des contacts avec la DASEN, la Chambre des Métiers et la CCI ont permis d'accentuer le relai de cette démarche auprès des acteurs locaux. Il a permis la réception de 283 candidatures (parmi lesquelles seront tirés au sort les 160 membres) représentant les 8 catégories identifiées d'acteurs :

- les équipements sociaux,
- les associations de locataires, associations spécialisées sur le cadre de vie, et collectifs d'habitants,
- les représentants du monde économique et de l'emploi,
- les associations de jeunes et associations sportives et culturelles,

- les associations du champ social, sanitaire et éducatif,
- les comités d'intérêt de quartier,
- les représentants d'associations locales de parents d'élèves délégués,
- les associations d'étudiants et représentants de délégués élèves des établissements publics.

Un huissier a été missionné pour garantir la transparence et effectuer le tirage au sort en présence du groupe d'appui.

Six mois après le lancement de la démarche des associations volontaires tirés au sort n'ont pas participé aux diverses réunions organisées sur les territoires par les équipes du GIP ou par les Conseils Citoyens eux-mêmes. Une réunion de remobilisation est donc organisée le 7 avril 2016. Elle sera suivie ensuite d'un nouveau courrier actant le cas échéant leur démission pour donner une place aux associations tirées au sort mais sur liste complémentaire.

Il est également décidé conjointement par le Préfet et l'adjointe au Maire de procéder à une régularisation des erreurs de candidatures d'acteurs locaux volontaires et ayant candidaté sur un Conseil Citoyen distinct de leur territoire d'intervention.

Le collège habitants

Les échanges entretenus avec EDF, la Société des Eaux de Marseille, et les services fiscaux n'ont pas permis de trouver une alternative aux listes électorales pour le tirage au sort du collège habitant. Compte tenu du souhait d'une représentation nouvelle d'habitants des quartiers prioritaires, il n'a pas été fait le choix au lancement de la démarche de procéder à un appel à volontariat pour le collège habitant.

Pour améliorer la participation des habitants plusieurs démarches ont été entreprises depuis le mois de juillet dernier :

- Deux rencontres plénières à l'attention des habitants tirés au sort, au CMCI le 11 septembre et au Gyptis le 2 novembre 2015
- Une nouvelle rencontre au plus près des territoires avec les habitants tirés au sort les 2 et 4 février 2016

Au total 3 courriers ont été envoyés pour mobiliser les 2500 habitants en QPV tirés au sort sur les listes électorales.

Six mois après le lancement de la démarche 77 habitants tirés au sort sur listes électorales sur un besoin de 160 sont mobilisés au sein des conseils citoyens, avec toutefois une répartition inégale sur les territoires :

- Conseil Citoyen 1/6 : 19 habitants
- Conseil Citoyen 2ème : 14 habitants
- Conseil Citoyen 3ème : 19 habitants
- Conseil Citoyen 9/10 : 1 habitant
- Conseil Citoyen 11/12 : 1 habitant
- Conseil Citoyen 13ème est : 6 habitants
- Conseil Citoyen 13/14 centre : aucun
- Conseil Citoyen 14ème ouest : 4 habitants

- Conseil Citoyen 15/16 est : 7 habitants
- Conseil Citoyen 15/16 ouest : 6 habitants

Dès lors, comme convenu au lancement de la démarche, le choix est fait de procéder à un appel au volontariat.

Le 1^{er} mars 2016 un Appel à candidature est lancé auprès des habitants en quartiers prioritaires. Il fait l'objet d'un relai presse et des espaces sont réservés au sein de La Provence pour une bonne diffusion de cet appel à candidature (La Provence du samedi 5 mars, La Provence du mardi 8 mars (annonces légales), La Provence du mercredi 16 mars, avec une présence organisée sur le site web) L'adjointe au Maire participe également à une émission d'une radio locale (Radio Grenouille) dédiée aux Conseils Citoyens le 14 mars 2016.

Une seconde série de publications de l'appel à candidatures est en cours avec des publications en grand format dans 20minutes les mercredi 6 avril, vendredi 8 avril et le mardi 11 avril à quelques jours de la fin de l'appel à volontariat.

En parallèle l'ensemble des partenaires locaux identifiés sur le territoire sont mobilisés par les équipes et la Direction du GIP à plusieurs reprises par mail pour les inciter à relayer cet appel à candidatures auprès des habitants.

En fonction du résultat de cet appel à candidature auprès des habitants et des régularisations qui seront effectuées sur le collège acteurs locaux, d'une part la liste des volontaires sera communiquée à chaque conseil citoyen pour le secteur qui le concerne, ce qui permettra aux volontaires du centre-ville de participer à la démarche même s'ils ne seront pas nécessairement tous membres officiels de ces Conseils Citoyens. D'autre part une action de porte à porte pourra être envisagée dans le cadre des financements de la politique de la ville pour aller vers les habitants dans les secteurs où cela s'avèrera nécessaire.

Une fois la composition des Conseils Citoyens stabilisée de nouveaux arrêtés seront pris par la Préfecture, modifiant ainsi l'arrêté d'installation pris le 13 février dernier pour chacun des 10 Conseils Citoyens.

Les réunions des Conseils Citoyens

Plusieurs séries de réunions se sont tenues pour chaque Conseil Citoyen avec ou sans la participation ou l'animation des équipes de la politique de la ville, en fonction des souhaits des membres des Conseils :

- Conseil Citoyen 1/6 : 21/7/15, 27/08/15, 28/09/15, 9/11/15, 20/11/15, 15/01/16 (sans compter les réunions qui se sont tenues sans les équipes politique de la ville)
- Conseil Citoyen 2ème : 21/7/15, 27/8/15, 13/10/15, 12/11/15, 10/12/15, 21/01/16, 25/02/16
- Conseil Citoyen 3ème : 21/7/15, 27/8/15, 30/9/15, 19/11/15, 17/12/15, 20/01/16
- Conseil Citoyen 9/10 : 22/07/15, 25/08/15, 28/09/15, 30/9/15, 16/11/15, 28/01/16

- Conseil Citoyen 11/12 : 22/07/15, 25/08/15, 30/09/15, 30/11/15, 11/01/16, 23/02/16
- Conseil Citoyen 13ème est : 29/09/15, 23/11/15, 25/01/16
- Conseil Citoyen 13/14 centre : 28/09/15, 17/11/15, 14/01/16, 02/02/16
- Conseil Citoyen 14ème ouest : 30/09/15, 26/11/15, 18/01/16
- Conseil Citoyen 15/16 est : 17/07/15, 08/10/15, 09/11/15, 07/12/15, 25/01/16, 29/02/16
- Conseil Citoyen 15/16 ouest : 17/07/15, 12/10/15, 03/11/15, 15/12/15, 28/01/16, 25/02/16

Ces réunions ont permis d'accompagner la préparation des projets de territoires, déclinaisons en plan d'action du contrat de ville réalisé en associant très largement les acteurs locaux (16 ateliers organisés). Les diverses remontées ont permis d'alimenter les équipes dans l'écriture de ces projets, validés par l'ensemble des partenaires en décembre dernier. Le travail partenarial reste toutefois à poursuivre pour mieux prioriser et développer les actions attendues par les habitants sur les territoires.

Malgré une participation assez inégale des acteurs locaux et des habitants depuis le lancement des premières réunions, certains Conseils Citoyens développent d'ores et déjà des initiatives intéressantes et commencent à s'organiser pour fonctionner de manière plus autonome (adresses mail du Conseil Citoyen, rédaction de compte-rendus, déterminations de priorités d'intervention, réunions dans des lieux variés pour couvrir le territoire...)

D'ores et déjà des Conseils Citoyens sont conviés aux réunions publiques ou aux COPIL (cf. PRU La Castellane). Ils désigneront chacun des représentants habitants et acteurs locaux pour participer au lancement des comités techniques des projets de territoire du contrat de ville qui vont se dérouler dans la deuxième quinzaine d'avril. Ils disposent par ailleurs d'ores et déjà des listings d'actions financées en 2015 et auront communication des projets déposés en 2016. Enfin le site web de la politique de la ville développe une page permettant la mise en partage des comptes-rendus de chacune des réunions des conseils citoyens.

Ainsi, la démarche de construction des Conseils Citoyens est lancée. La méthode retenue a permis d'aller vers de nouveaux publics non identifiés par les acteurs locaux. Un nouvel appel à candidature est en cours et il est nécessaire de renforcer la mobilisation des habitants via les acteurs locaux. Les démarches de co-construction sont largement engagées. Elles donnent un signal positif aux membres des Conseils Citoyens qui vont poursuivre ce travail avec les équipes de la Politique de la Ville sur la priorisation des actions à entreprendre pour chaque projet de territoire.

Un accompagnement méthodologique est d'ores et déjà engagé. Il va se poursuivre et se renforcer pour les Conseils Citoyens qui le souhaitent.

IV – DES DÉMARCHES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL REMARQUABLES

Parmi les actions financées dans le cadre du Contrat de Ville ou impulsées par les équipes Politique de la Ville en 2015, on peut citer plusieurs démarches remarquables.

1 - Noailles : l'exemple d'une démarche partenariale globale et intégrée

Depuis plusieurs années l'équipe politique de la ville pilote sur Noailles une démarche globale et intégrée en partenariat avec le CLSPD, la mairie de secteur et la déléguée du Préfet.

Cette démarche a permis de développer des projets autour des problématiques de l'animation de l'espace public et des actions préventives en direction des jeunes et de la médiation sociale.

En 2015, les éléments d'avancée sont importants. Ils portent principalement sur l'amélioration de l'accueil de jeunes à Noailles, quartier historiquement sous doté en la matière. Ils se sont traduits par :

- 1- Une action volontariste et symbolique pour réinvestir les anciens locaux du Mille Pattes et ne pas laisser les lieux à l'abandon. Un projet de réinvestissement des lieux proposant des actions en direction des jeunes a ainsi été travaillé collectivement et confié à l'association Dunes. Cela a donné lieu à des actions :
 - à destination des jeunes de 14 à 17 ans de Noailles avec une visée éducative culturelle et de loisirs (20 adolescents concernés dont la moitié de filles) sur les temps périscolaires.
 - à destination du public des 16/25 ans très éloignés de toutes démarches d'insertion avec une optique de remobilisation et d'accompagnement vers la formation et l'emploi (Une trentaine de jeunes identifiés lors du travail de rue : séances de sport, accompagnement mission locale, etc...).
- Financements politique de la ville en fonctionnement : GIP : 30 000 euros, CR : 10 000 euros et CD 15 000 euros
- Financements politique de la ville en investissement : Ville : 14 000 euros, CR : 14 000 euros.

2- Le recrutement par le Cs MPT Julien d'une animatrice exclusivement dédiée à l'accueil de jeunes de Noailles entre 10 et 14 ans, dans le cadre du Pacte de sécurité et de cohésion sociale. En parallèle, le CS a investi un lieu situé au 55 de la rue de la Palud destiné à abriter cette nouvelle démarche sur la quartier. En fin d'année,

un petit groupe d'une quinzaine de jeunes s'est constitué (majoritairement composé de jeunes filles entre 10 et 14 ans).

- Financements Politique de la Ville en investissement : 1Ville : 5 000 euros, CR : 5 000 euros.

En complémentarité de ces actions, l'équipe a continué à travailler sur :

- l'animation de la place des halles Delacroix au travers d'animations mises en place le mercredi et pendant les vacances scolaires,
- l'élaboration du programme du futur équipement social
- et sur un travail fin de repérage des opportunités immobilières avec le service de l'habitat de la ville afin de renforcer la présence sociale sur le quartier.

2 - Accompagnement global de l'opération des Docks libres de Nexity à St-Mauront

Courant 2011 L'équipe opérationnelle de la politique de la ville a été interpellée par la DGUAH de la Ville de Marseille afin de travailler dès le démarrage du projet des Docks Libres à la relation de cette opération avec le quartier (le site se trouve en voisinage direct du Parc Bellevue). Un travail fin de relations avec le quartier, les associations locales, la DGUAH et Nexity a été mis en place par l'équipe et un vrai partenariat a ainsi pu s'installer.

Durant toute la période de chantier, le travail avec Nexity a perduré (certaines associations locales étant même sponsorisées). L'équipe a par ailleurs mis en lien Nexity et la Régie 13 pour l'entretien des locaux de Nexity dès la fin du chantier ce qui permettra de nouvelles ouvertures de postes d'insertion.

Nexity a également organisé un concours d'art urbain, avec les associations locales et les enfants des écoles du quartier. Les œuvres réalisées ont été affichées sur les palissades du chantier et ont permis de valoriser les enfants du quartier.

Enfin, toujours dans l'idée de renforcer les relations entre le site des Docks libres et la cité Bellevue, Nexity a participé à plusieurs réunions du comité de gestion de Bellevue piloté par l'équipe opérationnelle. Des visites du chantier des Docks libres ont été organisées pour les habitants du quartier ainsi que des moments conviviaux. Des projets associatifs sont soutenus et un travail de création d'une crèche associative atypique prenant en compte les difficultés des familles les plus précaires est en cours.

Ce travail de partenariat coordonné par l'équipe politique de la ville a été salué lors de l'inauguration du siège régional de Nexity en juillet 2015. Cette démarche est exemplaire tant par la diversité du partenariat mobilisé sur le quartier que dans la réelle posture d'ouverture au quartier de Nexity.

3 - Les aménagements transitoires outils d'amélioration du cadre de vie sur les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville

Le Contrat de ville intercommunal signé le 17 juillet 2015 inscrit dans ses axes stratégiques le renouvellement de la conception, de l'aménagement et de la gestion de certains espaces urbains notamment sur des délaissés mais aussi sur des espaces sans usages définis. Cette question des aménagements transitoires est l'un des axes de travail importants du projet de territoire du Grand Centre-Ville.

En effet, les aménagements légers et/ou transitoires permettent la prise en compte de l'expertise d'usage, la mobilisation des gestionnaires et des habitants dès le diagnostic, la réappropriation positive de certains espaces collectifs de proximité et l'amélioration du cadre de vie. Ces aménagements peuvent aussi permettre de préfigurer, tester un aménagement définitif et donc de pérenniser l'investissement public. A ce titre l'équipe politique de la ville du Grand Centre-Ville a ainsi développé et soutenu plusieurs expérimentations dans le courant de l'année 2015.

- L'intervention du collectif d'architectes ETC sur la Place de la Halle Puget : Ce collectif travaille sur l'amélioration du cadre de vie en lien avec les habitants et usagers en proposant des aménagements légers sur l'espace public. Il est intervenu sur la place de la Halle Puget courant 2015 en partenariat avec les Têtes de l'Art. Dans un premier temps ils ont réalisé lors d'un chantier participatif avec habitants, usagers et associations des prototypes (assises, manges debout...) sur les jardinières de la Halle. Ces premiers aménagements fonctionnent très bien et les publics (habitants, étudiants, usagers, associations...) cohabitent enfin sur cet espace très minéral. Ils permettent une projection grandeur nature d'un aménagement transitoire plus qualifiant à venir.

- L'intervention de l'association Le Cabanon Vertical à Saint Mauront sur un espace Ville de Marseille à l'interface avec le chantier des Docks Libres. Réfléchis et concertés avec des groupes d'habitants et les futurs gestionnaires, ces aménagements ont été réalisés dans le cadre d'un chantier éducatif de l'ADDAP. Ils sont très utilisés par les riverains et fortement respectés.

Dans la continuité de ces expérimentations l'équipe va maintenant travailler à formaliser une méthodologie de projet qui déclinera la prise en compte des modalités de gestion dès la conception (demande d'autorisations, respect des normes de sécurité, etc...), le portage financier et l'identification d'espaces à enjeux sur les territoires de projet du Contrat de ville. L'objectif de trouver une procédure fiable est double : Trouver la bonne démarche pour l'installation, la gestion de ces aménagements légers/ transitoires et modéliser une procédure pouvant être reproduite sur d'autres terrains Ville de Marseille.

4 - La création d'une base de données sur les espaces ouverts du Grand Centre-Ville

Le territoire du Grand centre-ville se caractérise à la fois par un faible nombre d'espaces publics ouverts et par un faible niveau qualitatif des espaces existants.

Afin de permettre une réflexion sur le devenir et la gestion de ces différents espaces et sur d'éventuelles stratégies d'intervention, l'équipe opérationnelle a réalisé un diagnostic de l'ensemble des espaces ouverts du territoire (aires de jeux, espaces verts, passages/parvis, bouledromes, terrains de proximité, places/esplanades) qui s'est concrétisé par une base de données regroupant plus de 140 espaces (avec typologie, superficie, gestionnaire, enjeux d'aménagement, de gestion, problématiques repérées...).

Ce travail réalisé par arrondissement a mis en évidence que:

- sur le 1er arrondissement, densément peuplé 15 espaces ouverts ont été recensés, ce qui est très peu (représentant 3,28 ha) : une seule aire de jeu (le square du Baignoir de 160m²), un seul gymnase, deux espaces verts fermés au public, un déficit de mobilier urbain.
- Sur le 2ème arrondissement: 5,57ha d'espaces ouverts répartis sur 33 sites. Pour autant, les 2/3 de ces lieux sont exclusivement minéraux.
- Sur le 3ème arrondissement, mieux doté en espaces ouverts, on recense 39 espaces représentant 10,8ha. Toutefois, 28% de ces espaces sont situés à côté et/ou sous l'autoroute. De plus, 68% des espaces recensés sont de qualité moyenne voire très mauvaise.

Ce diagnostic a également mis en avant des perspectives de travail et la plus-value de la Politique de la Ville sur l'amélioration de ces espaces (participation des habitants, animations, aménagements transitoires, gestion innovante : régie de quartier multi-site, TAPAJ Travail Alternatif Payé à la Journée...).

Il a été présenté à la DGUAH, au Service Espaces Verts et Nature, à Euroméditerranée, aux mairies de secteur, et à l'Agam.

Suite à cette restitution, l'établissement public d'Euroméditerranée s'est emparé de ce travail et a mandaté Jean Michel Savignat, Territoires Urbains Architectes Urbanistes afin de réaliser une cartographie (sur la base du travail de l'équipe) des espaces ouverts de leur secteur (de la ZAC Saint Charles au futur parc Bougainville) et afin de mener une réflexion plus globale sur les aménagements en cours, à venir et la gestion de ces espaces.

5 – Le renforcement des compétences des parents délégués des écoles du 3ème arrondissement

Ce projet trouve ses origines dans l'action «La Santé à Saint Mauront Belle de Mai, on s'y met tous» qui visait à réduire les inégalités sociales de

santé et améliorer la qualité de vie des enfants et de leur famille en situation de précarité. Elle avait été retenue dans le cadre d'un appel à projet du Haut-Commissariat aux Solidarités Actives. Inaugurée officiellement par M. Martin Hirsch en janvier 2009, elle a pris fin en juin 2011.

En réponse à l'appel à projets, un réseau de santé communautaire a été mis en place et a défini un certain nombre d'objectifs qui font écho à l'axe 3.3.5 du contrat de ville "renforcer le pouvoir d'agir des habitants les plus précaires" à savoir :

- Mobiliser les habitants dans la construction d'actions et de partenariats.
- Former des habitants volontaires pour intégrer les Conseils de Citoyens.
- Faire prendre conscience aux habitants et aux professionnels de l'utilité de ce Conseil et les informer sur son fonctionnement, son rôle....
- Permettre aux habitants de construire une parole structurée et collective.

Un groupe de travail sur le «renforcement des compétences des parents délégués des écoles du 3^e» s'est constitué. Il est porté par l'Université du Citoyen et fortement accompagné par l'équipe politique de la ville. Depuis 2011, cette association intervient dans les écoles du 3^e arrondissement de Marseille autour du lien entre les familles et les écoles. Partant du principe que les représentants des parents d'élèves sont une composante essentielle de la médiation entre les familles, les équipes pédagogiques et les différents acteurs du «quartier», l'action vise à développer les compétences individuelles et collectives et à favoriser la participation des parents d'élèves délégués à la vie de l'école et du quartier.

Cette action s'est principalement concentrée sur les parents délégués de l'école maternelle St Charles et de l'école d'application St Charles 1. Bénéficiant de cet accompagnement resserré, les parents d'élèves ont créé en 2012 l'APE «les minots de st Charles» qui est devenue une référence dans la cité du Racati et dans toutes les écoles du secteur. A la rentrée 2015 l'association très prisée par les médias, a enregistré l'inscription de 80 parents. L'autonomisation de l'APE st Charles a permis à l'équipe opérationnelle d'ouvrir de nouveaux chantiers entre le REP Versailles et le REP Quinet sur l'école Ruffi, l'école Bugeaud et l'école maternelle Pommier.

Des temps de réunions collectifs avec d'autres parents délégués et des acteurs de l'éducation du quartier, des temps de formation, ont également permis des échanges d'expériences et la construction d'une culture commune à l'échelle du bassin la Villette/st Lazare, autour du lien entre les familles et les écoles. L'équipe est aujourd'hui sollicitée pour développer cette action sur des écoles du 2^e arrondissement.

L'action «renforcement des compétences des parents délégués des écoles du 3^e» a bénéficié

d'une subvention de 7 000 euros politique de la ville (dont 1000 euros région) en 2015.

Par ailleurs la présence de l'Université du citoyen dans les collèges Quinet et Versailles permet d'assurer une continuité de l'action via les ateliers qu'elle organise avec les parents dont les enfants sont collégiens ou sont encore élèves du primaire. Cette action financée par le Conseil Départemental permet aux parents de se sentir mieux armés et d'encourager leur investissement dans le fonctionnement du collège.

6 – L'épicerie solidaire des Escourtaines

Le GIP Politique de la ville a soutenu la création de l'épicerie solidaire créée par le centre social des Escourtaines dans le 11^e arrondissement. Ce nouveau service permet d'apporter une aide alimentaire à des personnes devant faire face à des difficultés. L'épicerie leur permet de remonter la pente en bénéficiant de produits alimentaires et ménagers à des prix adaptés dans un environnement qui ressemble à une véritable magasin. L'épicerie leur permet également de participer à des ateliers animés par la référente familles du centre social.

Le fonctionnement du lieu s'appuie sur des bénévoles extrêmement motivés, parfois anciens bénéficiaires de l'épicerie, qui accompagnent et donnent du réconfort aux usagers.

En complémentarité de l'épicerie, le centre social a également développé un jardin partagé à proximité de l'équipement dont les productions vont, à terme, compléter les rayonnages de l'épicerie.

Soutenu par la politique de la ville ce projet d'économie sociale et solidaire est le premier à être opérationnel sur le territoire du Grand Sud Huveaune.

7 - Projet Atelier Mobile de la Maison de l'apprenti

L'équipe Politique de la Ville a initié et impulsé en lien avec le délégué du Préfet et la Maison de l'apprenti la mise en place d'un projet intergénérationnel dont l'idée est de pouvoir créer du lien entre les personnes âgées et les jeunes par un engagement citoyen axé sur la solidarité et la responsabilité.

De l'initiation aux premiers gestes techniques, et dans l'acquisition d'un savoir être, les jeunes passeront à une étape intermédiaire par une mise au travail réel au domicile des personnes âgées sur les métiers du second œuvre et les métiers de l'aide à la personne.

Une équipe mobile a ainsi été créée, composée d'un éducateur technique, trois jeunes en apprentissage et un ergothérapeute pour faire des interventions au domicile de la personne âgée et apporter des solutions d'aménagement par la réalisation de travaux simples.

Durant cette première année, 11 chantiers ont été programmés. La durée des chantiers a été étalée sur 2 à 4 semaines.

Cette réalité présente un double avantage :

- Pour les jeunes : un approfondissement des compétences techniques, et une meilleure polyvalence sur le chantier puisque les travaux peuvent appréhender différents métiers du second œuvre.
- Un lien important entre seniors et jeunes

8 - Les jardins de la Solidarité

La dynamique jardin à la Solidarité a vu le jour en 2013, sous l'impulsion de l'équipe Politique de la Ville, du Centre Social (FAIL 13) et de l'association AMIEU. Dans un premier temps, il s'est agit de développer des actions ponctuelles sur le quartier (réalisation de jardinières, par exemple). Puis en 2014, des jardins ont vu le jour sur un terrain mis à disposition du Centre Social par le bailleur social (Société Nouvelle HLM), en haut de la cité sur le chemin des écoles.

En 2015, plusieurs chantiers éducatifs menées par le Centre Social ont permis de mieux structurer et de valoriser les jardins: terrassement et réalisation de plusieurs restanques en pierres sèches.

Le jardin de la Solidarité se structure aujourd'hui autour de parcelles individuelles affectées à des habitants et d'espaces partagés cultivés collectivement. La gestion du jardin est concertée au sein du groupe de jardiniers et s'organise autour d'un règlement intérieur récemment élaboré. Ce nouvel espace créé s'impose désormais comme un lieu de vie locale intergénérationnel, générateur de lien social et de partage.

9 - Le comité cadre de vie Savine /Vallon des Tuves

Le comité cadre de vie sur le territoire de la Savine / Vallon des Tuves a été créé et mis en place par l'équipe Politique de la Ville afin de mettre en place une instance d'échanges et de réflexions entre les associations d'habitants, les associations professionnelles, les différents partenaires locaux et les institutions.

Cette instance est née à la demande des différentes associations du quartier afin de désamorcer les nombreuses crispations autour du programme de rénovation urbaine et de la gestion quotidienne du parc locatif social. L'objectif est d'aborder ces sujets mais également d'autres sujets plus larges en lien avec le cadre de vie.

Elle est pilotée et animée par la Chargée de développement territorial.

En 2015, cinq comités élargis se sont tenus ainsi que plusieurs commissions restreintes :

- trois commissions Gestion Quotidienne animées par l'équipe Logirem (arpentage avec état des lieux des espaces extérieurs et propositions de solutions co-construites avec les associations et les habitants)
- plusieurs commissions Organisation de la Concertation autour du PRU animée par

l'équipe MRU (participation des associations au journal de rénovation urbaine et à l'élaboration du cahier des charges de l'opérateur concertation missionné par MRU)

- une commission emploi animée par le Délégué du Préfet (programme d'actions en lien avec les besoins du site)

Ces différentes instances ont connu un vif succès avec une mobilisation de plus de 30 partenaires qui souhaitent la poursuivre en 2016. Elles ont permis de donner de la visibilité aux différents projets poursuivis et de participer à l'instauration d'un climat de confiance avec les acteurs locaux, dans un contexte initial de défiance vis à vis de la rénovation urbaine.

10 - Association 3-2-1 - Projet: «la baguette magique» à la Castellane.

Le projet de création du magazine « Baguette Magique » est né de la rencontre entre l'association 3.2.1 et un groupe des femmes habitantes du quartier de la Castellane, dans le cadre des activités mises en place par le Centre social en soutien à la parentalité et en faveur de la création et du renforcement du lien social.

La baguette magique c'est d'abord un Magazine dont le noyau de Rédaction est composé par 12-15 femmes qui depuis 2012 ont décidé de s'investir dans sa création et sa réalisation, dans sa diffusion et dans l'acquisition de valeurs au sein du quartier (auprès des autres habitants, des institutions et des travailleurs sociaux) mais également à l'extérieur.

L'objectif fondamental partagé par le groupe d'habitants est, comme elles le disent, «d'essayer de construire un futur meilleur pour les enfants du quartier en commençant par améliorer le présent et en n'oubliant pas la richesse du passé».

L'initiative du projet est venue du groupe qui a évolué au fil des années dans un processus d'autonomisation administrative et financière vis à vis du centre social.

Le travail de la rédaction, a été un véritable parcours d'apprentissage pour chacune des participantes. Si pour quelques-unes la participation à la rédaction a été tout simplement un moyen pour se libérer de certains blocages (linguistiques, communicatifs, relationnels, etc.), pour la plupart l'expérience a été vraiment l'occasion pour faire émerger (ou re-émerger) compétences, savoir-faire, envies d'apprendre et de se mettre en jeu dans des champs très spécifiques.

La démarche et les actions menées ont pu progressivement obtenir la reconnaissance des institutions et des financeurs et notamment de l'équipe de la politique de la ville qui a soutenu et encouragé l'initiative.

Aujourd'hui de nombreux acteurs du quartier, habitants ou pas, collaborent avec la rédaction. Parmi les objectifs des «rédactrices» s'affirme de plus en plus clairement l'investissement éducatif et notamment la volonté de contribuer à construire des ponts entre l'école et les familles, l'école et le quartier

Par leur énergie et leur rayonnement, elles contribuent activement à l'animation du réseau territorial, au renforcement des partenariats, et au détournement des stéréotypes concernant la cité.

11 - Panora'mixtes, un projet du Centre social Frais Vallon avec le MUCEM

La démarche de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité sur le site de Frais Vallon a fait apparaître les atouts et potentiels du site, dont la colline de 8 hectares.

Aussi en 2013 et 2014 l'équipe a conduit une dynamique de projet intégré autour de ce site naturel. L'objectif était de mettre en œuvre une approche globale, qui s'est déclinée en micro-projets de territoire, visant simultanément plusieurs axes thématiques : cadre de vie, citoyenneté, lien social, emploi, santé et prévention de la délinquance.

L'équipe du GIP a su impulser cette démarche de développement avec un partenariat élargi d'acteurs locaux, associatifs, et institutionnels. Le travail d'ingénierie et de coordination, a été essentiel.

En 2015, un volet supplémentaire a été développé en partenariat avec le MUCEM, donnant ainsi une approche croisée entre l'urbain et la culture et permettant de véhiculer une image positive de Frais Vallon et de sa colline.

Ce projet participatif, Panora'mixtes, a débuté à Frais Vallon en janvier 2015 et s'est élargi à l'automne à 6 autres quartiers marseillais. Imaginé avant l'ouverture de l'exposition *J'aime les panoramas*, il a permis aux participants de découvrir les étapes de création d'une exposition. Conscient des magnifiques panoramas visibles depuis ces différents quartiers (Estaque, La Rose, St Just, Panier-Joliette, St Lazare, Pointe Rouge et Frais Vallon), le MUCEM a invité les habitants à proposer leur point de vue sur leur lieu de vie à travers le panorama depuis leur fenêtre ou depuis un point culminant du quartier. Une sélection des photos réalisées a été visible grâce à une borne numérique dans le hall du J4 jusqu'en février 2016.

En ce qui concerne le quartier de Frais Vallon, le projet a été porté par le centre social et des travaux du public jeune qui fréquente la structure avec les élèves des écoles primaires et du collège Jacques Prévert. L'ensemble réalisé autour de leur vision panoramique réelle ou rêvée de leur quartier a été l'objet d'une exposition urbaine début octobre.

12 - La réalisation d'un diagnostic, travail d'ingénierie, et mise en œuvre d'un plan d'action sur la copropriété de la Maurelette

Entre le mois de Mars et le mois de juin 2015, l'équipe opérationnelle du secteur a investigué la copropriété de la Maurelette encore relativement dépourvue d'études sociales et urbaines. La copropriété faisant l'objet d'une inscription sur la liste des Opérations d'Intérêt Régional (OIR), l'équipe du GIP a produit en l'espace de 4 mois un document de référence faisant apparaître les atouts

et les dysfonctionnements du territoire complétant ainsi l'étude architecturale et urbaine Interland réalisée en 2012.

Ce travail a été conduit à partir d'entretiens et rencontres auprès d'un échantillon d'habitants, des acteurs associatifs locaux et des acteurs institutionnels et privés opérant sur la copropriété. L'étude a révélé des besoins d'intervention sur les domaines de l'accès aux droits, de la prévention de la délinquance, de l'accueil des primo arrivants, de la maîtrise de la langue, de la nécessaire création de moments de convivialité et d'aménagements permettant le développement du lien social.

Ainsi entre le mois de juin et le mois de décembre 2015, l'équipe a soutenu les acteurs historiques du site dont notamment Info à Gogo et le centre social St Joseph. En parallèle, l'équipe a conduit un travail de développement territorial, d'étayage et de structuration de vie associative autour d'opérateurs qualifiés permettant d'agir sur l'amélioration et l'entretien du logement, les droits et devoirs des locataires et propriétaire, le renforcement de la présence sur site avec un poste dédié d'Adulte Relais, l'accueil, le lien avec les habitants et la participation citoyenne, la coordination territoriale avec la création d'un Comité Technique Habitat Cadre de Vie.

Enfin, la Maurelette disposant d'espaces à fort potentiel sous-utilisés en matière de convivialité, le GIP a ainsi soutenu l'émergence de 2 projets en investissement proposés dans la programmation 2016, l'un permettra de sécuriser un city stade livré en 2015, qui sera également utilisé par les écoles, ainsi que la réhabilitation d'un local associatif.

Le développement d'actions dans les copropriétés est complexe en raison de la multiplicité d'acteurs compétents. Les trafics sont encore très présents mais doivent désormais composer avec des habitants désireux de reconquérir l'espace extérieur.

Depuis l'investigation de la copropriété en mars 2015, le GIP accompagne pleinement la Maurelette dans sa démarche d'évolution positive à travers le soutien aux projets associatifs, la venue de nouveaux acteurs sur le territoire, la création d'instances de coordination et la réalisation d'aménagements permettant l'amélioration du cadre de vie.

13 - Une action de gestion urbaine et sociale renforcée

Le GIP Politique de la ville conduit une démarche expérimentale et interpartenariale dans le cadre du Contrat de ville 2015-2020 auprès des bailleurs Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal afin de mener « un projet d'insertion sociale en direction des familles d'origine tzigane sédentarisées ». Il assure dans le cadre de ce projet une mission de pilotage et de coordination avec l'appui de l'ARHIM PACA & Corse pour favoriser cette stratégie urbaine et sociale intégrée.

Le démarrage opérationnel du projet a eu lieu dans le courant du dernier semestre 2015 pour une durée de 3 ans.

Assistés par des acteurs associatifs spécialisés que sont l'AMPIL et ALOTRA, Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal ont pour objectifs de renforcer l'accompagnement social individuel des familles les plus en difficultés, d'adapter la gestion locative et technique, de favoriser la mise en œuvre d'un projet de développement social autour de l'insertion professionnelle, l'éducation, la santé et la participation des habitants.

En effet, depuis près de vingt ans, les différentes politiques publiques portées notamment par le Contrat Urbain de Cohésion Sociale ou le Programme National de Rénovation Urbaine ont permis le développement d'interventions urbaines et sociales sur plusieurs résidences d'habitat social de Marseille accueillant des ménages tsiganes sédentarisés à Ruisseau Mirabeau dans le 15^{ème} arrondissement, St Joseph Vieux Moulin dans le 14^{ème}, La Renaude Hérodote, le Petit Séminaire et les Cèdres dans le 13^{ème}.

Toutefois, il est apparu que ces différentes démarches, conduites au coup par coup n'étaient pas parvenues à enrayer la dégradation du patrimoine bâti et du cadre de vie, les difficultés de gestion des bailleurs, et l'isolement social des familles. Au-delà des problématiques spécifiques de ces populations, l'absence d'approche transversale et partenariale a très certainement été un frein à la mobilisation d'une ingénierie adaptée et efficace.

Fort de ces constats, Madame Arlette Fructus, adjointe au Maire de Marseille et Présidente des GIP Politique de la ville et Marseille Rénovation Urbaine avec le soutien du Préfet de Région Michel Cadot a souhaité, sur proposition de la Direction du GIP Politique de la Ville, initier une démarche expérimentale inter-bailleurs de « projet social de résidence », afin de renouveler l'approche en termes de partenariat et d'ingénierie. Les modalités d'actions seront appréhendées d'une manière globale en considérant que l'action publique et la gestion patrimoniale ne peuvent se suffire d'une seule intégration par le logement (bien que celle-ci soit de première importance). L'accent sera donc mis sur le caractère partenarial de l'action des bailleurs et la prise en compte collective sur le long terme des différents aspects qui concourent à l'intégration des familles. Ainsi pour certains sites inscrits en NPNRU, la réponse aux besoins en logement des populations gitanes sédentarisées pourra nécessiter la mise en œuvre d'un habitat adapté et une démarche de projet intégré urbain et social.

Un comité de pilotage autour des bailleurs, des collectivités, de l'Etat d'ores et déjà été constitué afin de valider des orientations stratégiques, d'assurer le suivi, l'évaluation, et la capitalisation de l'expérimentation.

14 - Une passerelle entre le monde familial et le monde scolaire – un projet de Pep'titout Vallon des Tuves

Il s'agit d'un accueil parent/enfant qui se déroule dans l'école maternelle du Vallon des Tuves à destination de parents primo-arrivants. Cette action est proposée à de jeunes enfants issus d'un parcours migratoire dont les familles n'ont pas été scolarisées dans leur pays d'origine ou très peu et qui ont parfois des difficultés à accompagner la scolarité de leur enfant. Les personnes sont orientées par le collège Vallon des Pins via les fratries en lien avec le dispositif "Ouvrons l'école aux parents" ainsi que les éducateurs PRE.

Le projet consiste à accueillir les mamans avec leurs jeunes enfants (18-24 mois), une fois par semaine dans des locaux dédiés de l'école maternelle et ce afin de faciliter le contact précoce avec l'école ; il s'agit aussi de travailler sur la séparation mère/enfant et enfin de développer les compétences de l'enfant qui lui permettront de s'adapter à l'entrée à l'école (favoriser la scolarisation précoce à 2 ans dans une très petite section).

Support : premiers échanges langagiers en français pour certains enfants, animation autour du livre, organisation de sorties culturelles,...

Pour mener à bien ce projet, les partenaires (Pep 13, L'Education Nationale, la CAF,...) espèrent pouvoir bénéficier d'une extension des locaux mis à disposition pour pouvoir étendre l'action à plusieurs matinées par semaine et à plus de familles.

15 - Le déploiement du programme TAPAJ, une démarche globale autour de l'insertion, de la lutte contre la délinquance et comme alternative au trafic de drogue, l'accès au soins, et l'amélioration du cadre de vie

Le GIP a soutenu dans sa programmation un projet particulièrement pertinent, qui a l'ambition de rayonner sur tout Marseille. Les équipes et la Direction ont accompagné la mise en place du projet. L'intérêt de celui-ci a été présenté à plusieurs partenaires, services de la Ville (sports, espaces verts), mais également auprès des bailleurs sociaux, qui sont désormais fortement encouragés à faire appel à ce dispositif lorsque des subventions pour des travaux leur ont été attribués par le GIP.

Le croisement des priorités confère au projet un caractère particulièrement intéressant en termes d'approche intégrée qui agit à la fois sur l'occupation et la qualité de l'espace public ou collectif, ainsi que sur la cohésion sociale. Le projet s'inscrit dans les démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité.

Le dispositif se nomme TAPAJ (Travail Alternatif Payé A la Journée). Il s'agit de proposer un dispositif spécifique et souple d'insertion socioprofessionnelle auprès des 18/25 ans (50 jeunes par an), proches des réseaux de trafic de stupéfiants et/ou consommateurs, ou bien en grande précarité. Les missions qui leurs sont

proposées relèvent de petits travaux : peinture, déménagement, nettoyage, désherbage, réparation, etc.

L'intérêt du projet réside dans l'approche concrète et pragmatique sur des publics qui ont besoin de réponses adaptées.

Ce dispositif se veut à terme autonome sur le plan financier. Pour ce faire il doit impérativement développer des conventions de partenariat avec les collectivités, mais également avec les bailleurs sociaux, le secteur privé, les entreprises. Le GIP permet l'amorçage du projet et sa promotion auprès des financeurs potentiels (collectivités territoriales et bailleurs).

Un partenariat avec la Ville de Marseille a été défini via une convention. Depuis la mise en œuvre du projet en octobre 2015, les interventions ont concerné plusieurs équipements sportifs dont le complexe de Luminy, le stade de la Busserine et le stade la Martine.

18 jeunes vivant pour la plupart dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements ont bénéficié d'un contrat TAPAJ.

Une intervention sur les Néréides (13 Habitat) débutera en 2016 dans le cadre d'un projet d'investissement porté par 13 Habitat et financé par la Ville de Marseille.

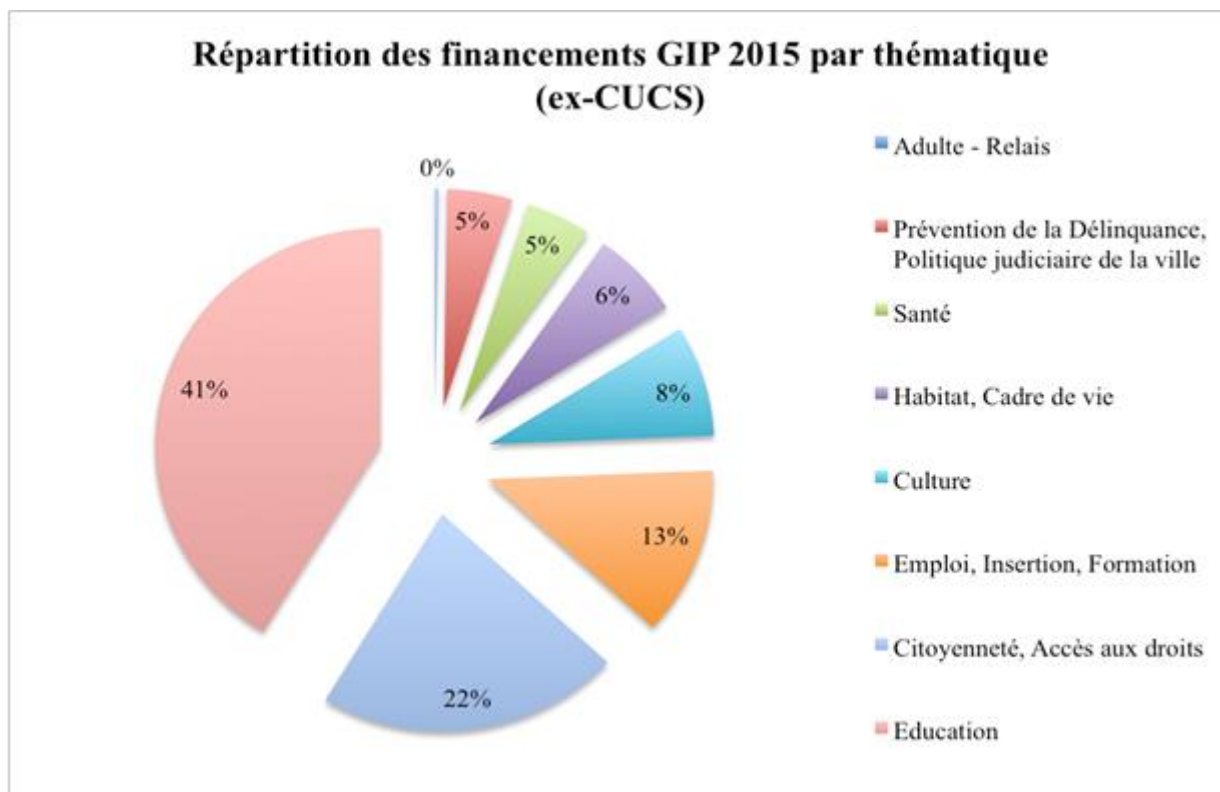
V - LA PROGRAMMATION ASSOCIATIVE DE FONCTIONNEMENT

En fin d'année 2014 a été lancé l'appel à projet 2015 de manière partenariale, en intégrant les nouvelles priorités des financeurs, en se concentrant sur les nouveaux territoires de la Politique de la Ville et en regroupant l'appel à projet fonctionnement et investissement

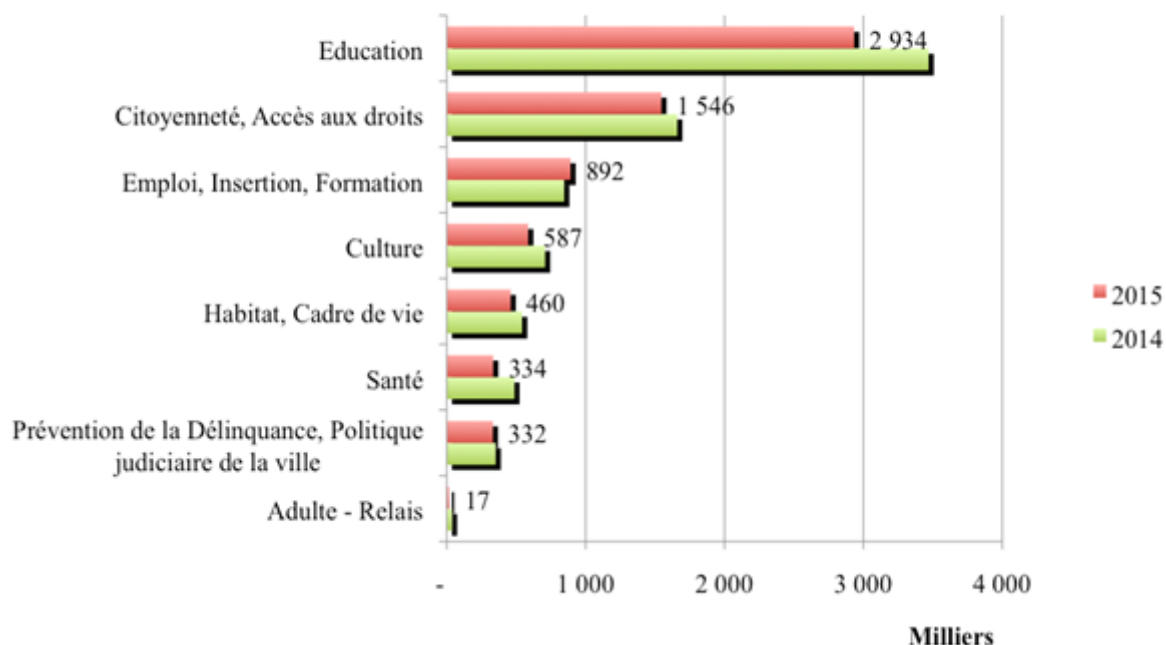
Deux séries d'actions ainsi que le vote anticipé d'actions pour les associations « fragiles » ont été adoptées dans le cadre de la programmation 2015 lors des Assemblées Générales du GIP.

Le montant cumulé des subventions votées par le GIP au titre de l'année 2015 s'élève à 7 102 376 € dont 3 020 586 € pour la part de la Ville de Marseille (dont des postes d'Adulte-Relais) et 4 081 790 € pour la part de l'ACSE. Elles portent sur 294 associations financées pour 701 projets.

Répartition des financements par thématique



Répartition des financements Politique de la Ville du GIP par thématique (ex-CUCS) 2014-2015



Répartition des financements par axe et orientation du Contrat de Ville

Axe CDV	Orientation CDV	Total GIP
1) Une vie locale qui s'appuie sur un cadre de vie rénové, des espaces publics réappropriés et l'accès à une offre de services (sociale, culturelle, sportive, de promotion de la santé, associative) adaptée	1.1) Concevoir, réaliser et rénover des espaces publics supports d'une appropriation citoyenne et d'une véritable animation sociale et culturelle	183 500€
	1.2) Renforcer la (les) gestion(s) urbaine(s) de proximité, condition d'une vie quotidienne apaisée et de pérennisation des investissements réalisés	171 500€
	1.3) Mettre à niveau l'offre en équipements et en services de proximité, pour la banalisation du fonctionnement des quartiers prioritaires	476 700€
	1.4) Faire des pratiques culturelles et sportives des vecteurs de bien-être, de développement personnel et d'ouverture des quartiers et de leurs habitants sur la ville	734 200€
	1.5) Soutenir et valoriser le tissu associatif des territoires prioritaires, vecteur majeur de vivre ensemble, notamment au travers les équipements sociaux	38 500€
	Total GIP Axe 1	1 604 400€

2) Des quartiers et des habitants qui participent, chacun à leur niveau, au développement économique et de l'emploi	2.1) Une contribution différenciée des quartiers au développement économique du territoire	51 187€
	2.2) Les habitants des quartiers, un « capital humain » à mettre au service du développement économique local et métropolitain	515 884€
	Total GIP Axe 2	567 071€
3) Une offre de logements améliorée et diversifiée dans les quartiers prioritaires, qui contribue à la remise en mouvement les parcours résidentiels des ménages	3.1) Poursuivre et amplifier le renouvellement urbain, vecteur d'innovation et d'excellence environnementale dans les quartiers, au service des habitants	9 000€
	3.2) Améliorer la fluidité des parcours résidentiels pour les ménages des quartiers prioritaires, mais aussi pour optimiser l'occupation du parc existant	4 000€
	Total GIP Axe 3	13 000€
4) Les moyens d'une résorption significative de l'habitat privé dégradé, dans les quartiers anciens comme dans les grandes copropriétés	4.1) Mettre en œuvre un plan d'action partenarial sur les copropriétés fragiles ou dégradées, visant à développer des actions préventives et mobiliser les moyens opérationnels, financiers et juridiques en faveur de leur redressement ou de leur rénovation	125 900€
	4.2) Consolider l'action partenariale pour enrayer la dégradation de l'habitat privé ancien	124 000€
	Total GIP Axe 4	249 900€
5) Le développement de l'offre de transports répondant aux enjeux de développement durable, au bénéfice d'une meilleure mobilité des habitants et d'une meilleure intégration des quartiers au fonctionnement du territoire		34 500€
	Total GIP Axe 5	34 500€
6) Une responsabilité partagée envers l'enfance et la jeunesse	6.1) Décloisonner les différentes interventions thématiques à destination des enfants et des jeunes, autour d'un projet éducatif fédérant l'ensemble de la communauté éducative	1 080 300€
	6.2) Passer de la « réparation » à la « reconnaissance » des jeunes pour leur donner toute leur place en tant qu'acteurs et ressources des territoires	148 500€
	6.3) Promouvoir la santé auprès des enfants et des jeunes	141 505€
	6.4) Favoriser l'appétence et la persévérance scolaires	652 900€
	6.5) Renforcer les liens entre la formation initiale et le monde professionnel	38 500€
	6.6) Développer la socialisation des enfants de moins de trois ans en favorisant une offre d'accueil adaptée et faire du temps libre des enfants et des jeunes des quartiers prioritaires des moments de d'épanouissement, en particulier en favorisant l'accès	1 437 180€
	6.7) Encourager la réinsertion des jeunes en difficulté dans des parcours positifs	120 467€
	Total GIP Axe 6	3 619 352€
7) Une action publique qui s'adapte à la diversité des publics des quartiers prioritaires, tout en valorisant leurs atouts	7.1) Mieux prendre en compte et réduire les discriminations dont font l'objet les femmes dans les différentes dimensions de leur vie dans la cité	77 000€
	7.2) Anticiper et accompagner le vieillissement de la population des quartiers prioritaires	22 500€
	7.3) Accompagner les populations en situation de vulnérabilité dans leur bonne intégration dans la vie de la	294 300€

	cité	
	Total GIP Axe 7	393 800€
8) Le retour du droit dans les quartiers prioritaires, symbole et « preuve » de l'investissement de la puissance publique et condition de rénovation de la vie citoyenne	8.1) Accès au droit et réponse judiciaire : fluidifier les procédures au service de la « normalisation » des quartiers	278 800€
	8.2) Structurer l'action de lutte contre les discriminations à l'échelle du territoire communautaire	44 400€
	8.3) Limiter les conséquences du trafic de drogues, condition préalable à la tranquillité des quartiers les plus touchés	23 500€
	8.4) Travailler avec les habitants pour qu'ils participent aux démarches et décisions publiques qui les concernent	256 770€
	Total GiP Axe 8	603 470€
	Total GIP	7 085 493€

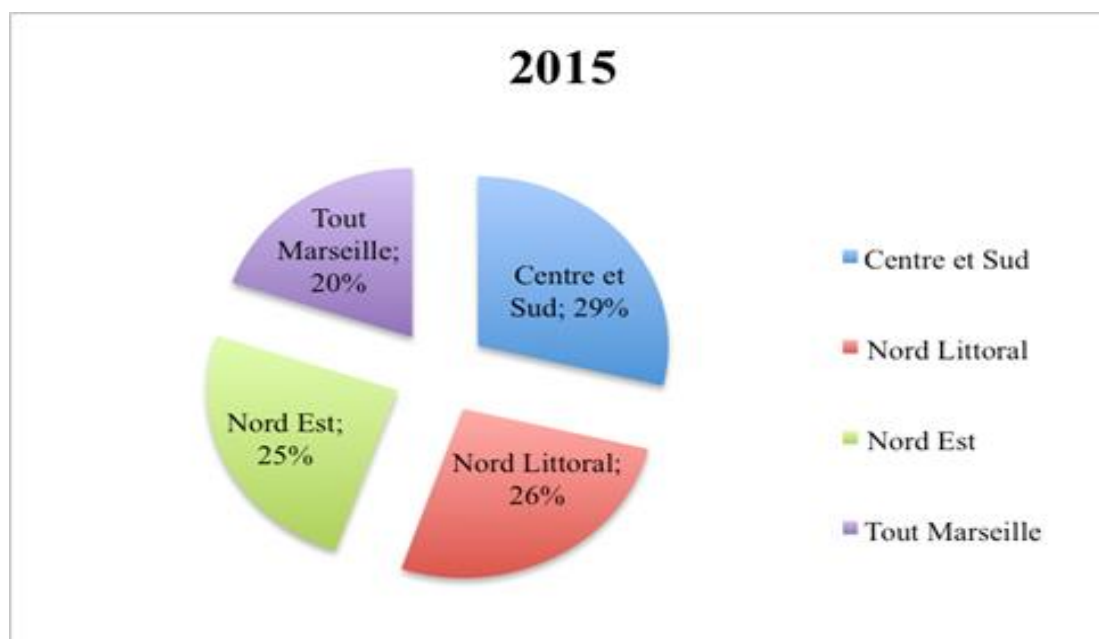
Globalement, en 2015, le budget des actions est de **7 102 376** (soit - 1 003 k€ par rapport à 2014) réparti de la manière suivante :

- Montant consommé Etat : **4 081 790€** (- 477 k€ par rapport à 2014)
- Montant consommé Ville de Marseille : **3 020 586€** (- 526 k€ /2014)

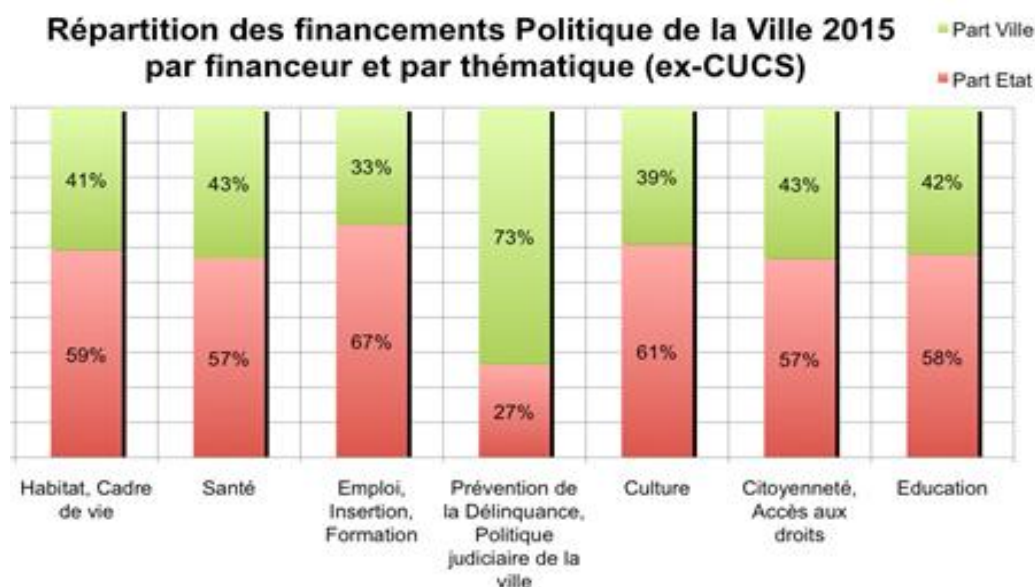
La diminution de la dotation de l'Etat en 2015 est liée à la non reconduction des crédits fléchés complémentaires (- 450 k€) et à la diminution de 30 k€ de la dotation contractualisée. Pour la Ville de Marseille, la dotation contractualisée diminue de 533 k€.

Malgré cela, nous pouvons noter une légère augmentation des crédits positionnés sur la thématique Emploi (+45 k€) alors que l'ensemble des financements sont en baisse sur les autres thématiques.

Répartition territoriale des financements :



Répartition par financeur et par thématique :



La répartition des financements est globalement homogène avec toutefois une intervention de près de 67% de l'Etat sur des actions « Emploi, Insertion, Formation » et moindre sur la Prévention de la délinquance en raison de l'existence du FIPD.

Sur les Pôles Territoriaux, la répartition des financeurs Ville/Etat est homogène. On note toutefois une position plus importante de l'Etat sur le « Tout Marseille ».

Principales priorités d'intervention de la Ville de Marseille et de l'Etat en 2015

L'Appel à projets 2015 s'est inscrit dans une phase transitoire concomitante à l'écriture du Contrat de Ville. Au-delà des grands objectifs fixés dans les Appels à projets antérieurs de la Politique de la Ville, les nouvelles orientations décidées au niveau national (cf

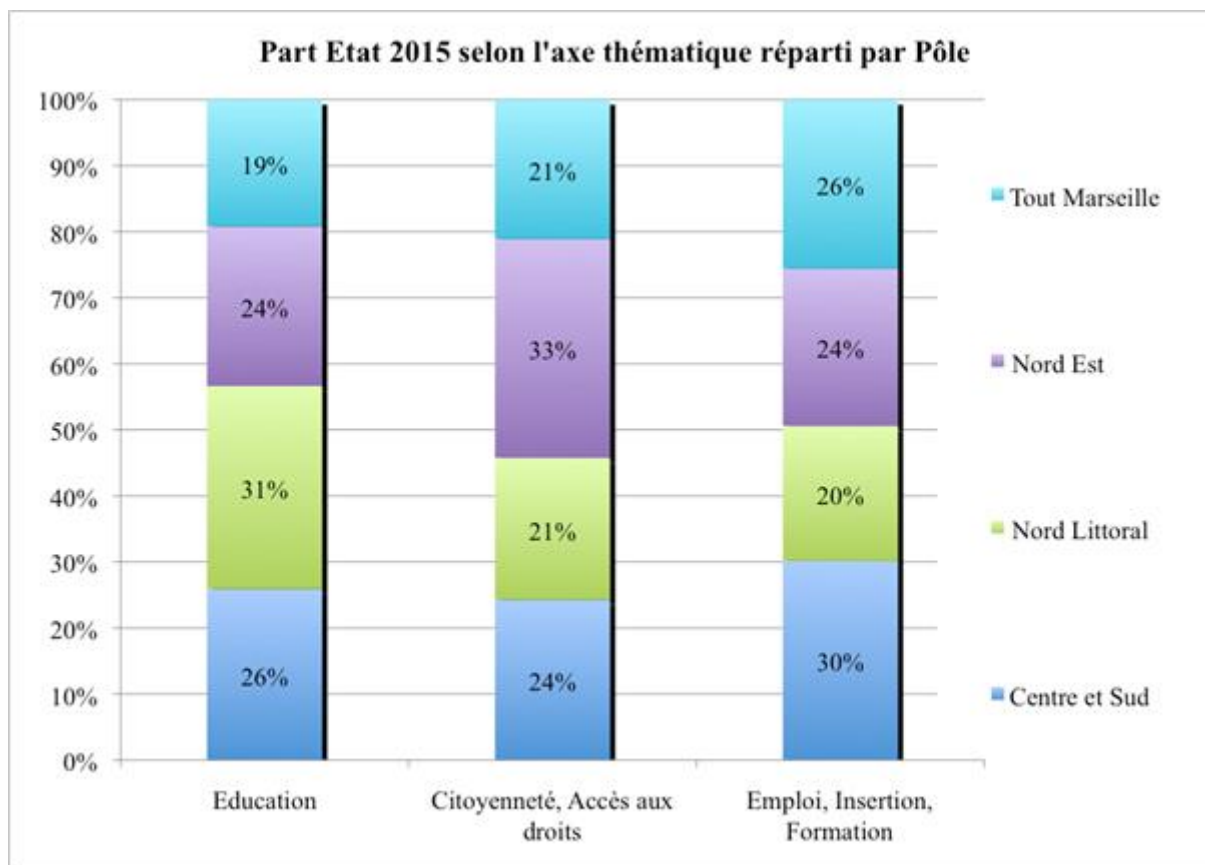
circulaire du ministre de la Ville du 15 octobre 2014) ont été prises en compte.

Dans ce cadre, les thématiques prioritaires de l'Etat pour 2015 étaient :

- la cohésion sociale,
- le cadre de vie et renouvellement urbain,
- le développement économique et l'emploi

Les crédits Politique de la ville de l'Etat consommés pour 2015 s'élèvent à **4 081 790 €**. Les 3 axes thématiques les plus financés (soit près de 80%) sont réparties de la manière suivante :

- Education : 1 701 080 €
- Citoyenneté, Accès aux droits : 878 670 €
- Emploi, Insertion, Formation : 593 545 €



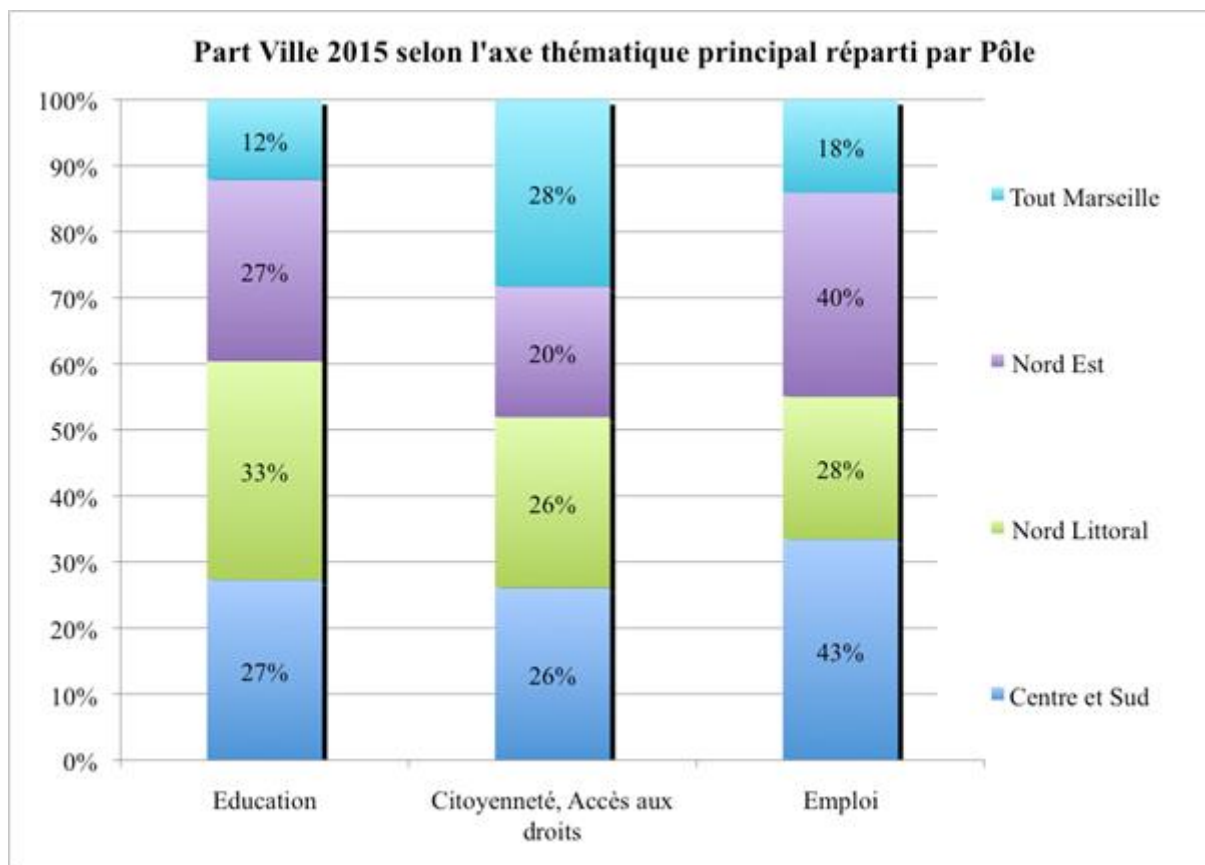
Pour la ville de Marseille, les principales priorités d'intervention pour 2015 étaient les suivantes :

- Favoriser l'accès aux droits et aux soins,
- L'éducation à la citoyenneté
- L'acquisition des savoirs de base et la lutte contre l'illettrisme,
- Contribuer à l'accrochage scolaire et au renforcement de la fonction parentale,

- Encourager les mobilités physiques et psychologiques

En 2015, les crédits Politique de la ville de Marseille s'élèvent à 3 020 586 €, les 3 axes thématiques les plus financés (soit 73%) sont réparties de la manière suivante :

- Education : 1 232 900 €
- Citoyenneté, Accès aux droits : 667 367 €
- Emploi, Insertion, Formation : 298 700 €



VI - LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS 2015

Les projets d'investissement, financés dans le cadre du Contrat de Ville, participent à la requalification des quartiers par l'aménagement d'espaces extérieurs, la rénovation et l'équipement des locaux associatifs ainsi qu'à la construction et la modernisation des équipements municipaux.

En 2015, 54 projets ont été financés en Politique de la Ville par les partenaires que sont la Ville, le Conseil Régional, l'Etat, la CAF, le Conseil Départemental.

1. Les actions d'investissement 2015 dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2020

Au cours de l'année 2015, 28 associations ou organismes de logement social (LOGIREM, Habitat Marseille Provence, ERILIA, 13 Habitat...) ont reçu un avis favorable pour le financement des 37 projets investissement.

15 projets concernent les travaux, 10 projets d'acquisition de matériel et 12 combinent travaux et acquisition de matériel.

Le coût total de ces projets s'élève à 4 118 184 €.

Le financement en Politique de la Ville représente 1 791 444 € dont :

⇒ 1 442 069 € pour la Ville de Marseille,

⇒ 349 375 € pour le Conseil Régional.

Parmi les opérations les plus significatives on peut citer les exemples suivants :

- Sur le Territoire Nord Est 13eme, ERILIA porte le projet de rénovation globale des locaux du Centre Social la Garde, équipement structurant à l'échelle du bassin de la Rose. L'objectif de cette opération est de rétablir les normes d'hygiène et de sécurité, mais aussi d'améliorer les conditions d'accueil des usagers.

Le coût global du projet s'élève à 771 523 € et la Ville de Marseille participe à 154 305 €.

- Sur le Site Grand Sud Huveaune, l'Association Culturelle d'Espaces Lecture et d'Ecriture en Méditerranée va disposer d'un nouvel espace lecture à la Valbarelle mis à disposition par HMP. Ces locaux font l'objet d'un financement Politique de la Ville afin de les mettre en conformité et de les adapter aux activités de l'association.

L'ACELEM quant à elle prend en charge l'équipement par l'acquisition de mobiliers et de matériel informatique.

Le projet porté par HMP représente un coût de travaux de 94 446 € pour une subvention Ville de Marseille de 75 557 €
Le projet d'équipement s'élève à 14 013 € dont 5 500 € sont financés par la Ville.

2. La dotation Politique de la Ville

Créée en 2009 et modifiée par la loi de finance 2014, la dotation Politique de la Ville contribue au financement d'équipements publics et d'actions dans les domaines économique, social, éducatif ou culturel.

En 2015, Marseille s'est vu attribuer une dotation de 3 420 000€ pour un coût total de projets de 7 129 383€ TTC.

Au total ce sont 17 projets qui ont bénéficié de financements dans ce cadre, soit 16 opérations d'investissement et 1 opération de fonctionnement.

VII – LE CONTROLE DE GESTION

1/ Simplification des relations administratives avec les porteurs de projets

Le travail de simplification des relations administratives avec les porteurs de projets a démarré avec pour première étape la réduction du nombre de conventions de financement.

Initialement une convention était établie pour chaque action financée. Depuis 2015, suite à un travail de

réécriture des conventions, la logique de conventionnement vise le financement de programmes d'actions et se traduit par l'établissement d'une convention de financement par porteur de projet.

Outre le gain de temps administratif (910 conventions en 2014 contre 381 conventions en 2015), ce type de convention a permis d'améliorer la lisibilité des financements octroyés et des règles de mises en paiement.

2/ Mission d'évaluation des risques et de contrôle

Cette mission assure un rôle de veille, de surveillance et d'alerte important au service des acteurs opérationnels et des décideurs. En appui aux équipes opérationnelles et à la demande de la direction de projet, elle a pour mission d'identifier les risques juridiques et financiers supportés par les associations subventionnées, de définir le plan d'analyse et de suivi des structures diagnostiquées comme structures à risque.

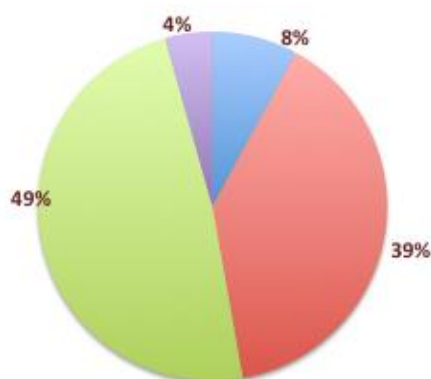
- L'analyse financière et l'identification des risques

Le service donne un avis technique financier d'opportunité pour l'ensemble des structures ayant déposé un projet.

Pour 252 porteurs, le niveau d'analyse est précisé et une catégorisation des porteurs est effectuée selon le degré de risque présenté.

La répartition par catégorie des structures financées et analysées en 2015 est la suivante :

- Catégorie 1 : risque financier et/ou juridique faible
- Catégorie 2 : risque financier et/ou juridique faible, mais premiers signes de déséquilibre sans impact à surveiller
- Catégorie 3 : risque financier et/ou juridique à surveiller, situation nécessitant un suivi
- Catégorie 4 : risque financier et/ou juridique fort, situation financière dégradée et avancée



Sur demande de la direction, des équipes mais aussi des partenaires (Délégués du Préfet, CAF), le service a également partagé ses analyses financières pour aider les prises de décisions financières des partenaires.

Ces analyses et diagnostics financiers sont établis à partir des dossiers de suivi et bilan, des documents conventionnels obligatoires pour toute association ayant une action financée dans le cadre du Contrat de Ville.

- Le contrôle de réalisation des actions

Depuis 2014, le GIP a mis en place une véritable procédure de contrôle sur pièces et sur site des actions financées dans le cadre de la programmation. Elle a été expérimentée sur 9 actions et mise en œuvre en partenariat avec la Préfecture sur la période 2014/2015. La liste des actions à contrôler a été arrêtée sur la base d'indicateurs de risques financiers, du montant d'une subvention supérieure à 10 000 € perçue au titre de la Politique de la Ville et à partir de propositions des équipes territoriales et thématiques.

Les contrôles 2014 ont permis d'appuyer les prises de décisions et d'enrichir l'analyse à partir d'éléments factuels et constatés sur le terrain.

Initialement composé d'une grille de contrôle et d'une note de synthèse, chaque contrôle donne lieu à un rapport complet communiqué aux structures contrôlées et aux équipes d'instruction pour la période 2015/2016.

Vu les résultats de cette phase test qui apporte la garantie d'une procédure normée, indépendante et contradictoire dans les échanges avec les opérateurs, le GIP poursuit le travail de contrôle de réalisation des actions avec un objectif fixé à 15 contrôles sur la période 2015/2016.

- Outillage des équipes opérationnelles

Le service développe un outillage progressif des équipes territoriales avec le lancement d'une grille de lecture et d'analyse des interventions territoriales et thématiques et la mise en œuvre d'une fiche de visite d'action. Ce travail vise une harmonisation et une rationalisation progressive des pratiques, préalable indispensable à la construction d'un véritable circuit de reporting.

3/ Ingénierie financière

Afin d'apporter des solutions financières alternatives à la subvention publique et d'accompagner les porteurs dans leur recherche de diversification de revenus, le service a démarré un travail de recensement des techniques d'innovation financière.

2015 est une année de mise en contact avec des acteurs économiques pour préparer et initier ces nouvelles techniques de financement en coordination avec les financements de la Politique de la Ville.

Deux sujets sont traités : SIB (Social Impact Bonds ou Investissement à Impact Social) et crowdfunding.

Cet objectif d'attirer les investissements privés et d'articuler ses sources de financements pour le financement de projets sociaux est poursuivi en 2016.

VIII - LE PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE

En 2015, les équipes du Programme de Réussite Educative ont poursuivi la requalification du dispositif conformément au cadre fixé initialement par le législateur et selon les préconisations du rapport d'audit 2013 réalisé par le cabinet Trajectoire.

Une nouvelle géographie du dispositif en adéquation avec celles des circonscriptions de l'Education Prioritaire et des QPV a été mise en place. Le dispositif opérationnel du Programme de Réussite de Marseille porté par le GIP Politique de Ville de Marseille s'est donc organisé comme suit :

Equipe Centre-Sud : REP+ Vieux Port, REP+ J-C. Izzo, REP+ E. Quinet, REP+ Versailles, Secteur Soude/Cayolle, Secteur Air-Bel, Equipe Centre-Nord : REP+ Belle de Mai, REP+ R. Parks, REP+ J. Massenet, REP+ M. Laurencin, REP+ H. Wallon, REP+ Clair Soleil, Equipe Nord-Est : REP+ J. Prévert, REP+ S. Mallarmé, REP+ A. Renoir, REP+ E. Rostand, REP+ E. Manet, REP+ Pythéas, Equipe Littoral-Nord : REP+ A. Rimbaud, REP+ J. Ferry, REP+ Vallon des Pins, REP+ J. Moulin, REP+ E. Triolet, REP+ H. Barnier.

L'uniformisation des procédures, des pratiques et la mise en place d'outils communs ont facilité le fonctionnement général du programme.

L'ensemble des actions subventionnées a davantage été recentré sur les parcours individualisés. L'appel à projet 2015 a retenu 6 actions, contre 12 en 2014, pour un montant de 306 809 €. Le recours à la prestation est fortement privilégié.

En 2014/2015, le PRE s'est appuyé sur des partenaires associatifs et privés pour réaliser ses actions auprès des enfants en parcours. Ces actions sont financièrement engagées selon 3 modes : les prestations simples mobilisant 73 associations et une entreprise privée, les prestations conventionnées comptant 5 associations et, les subventions totalisant 4 associations.

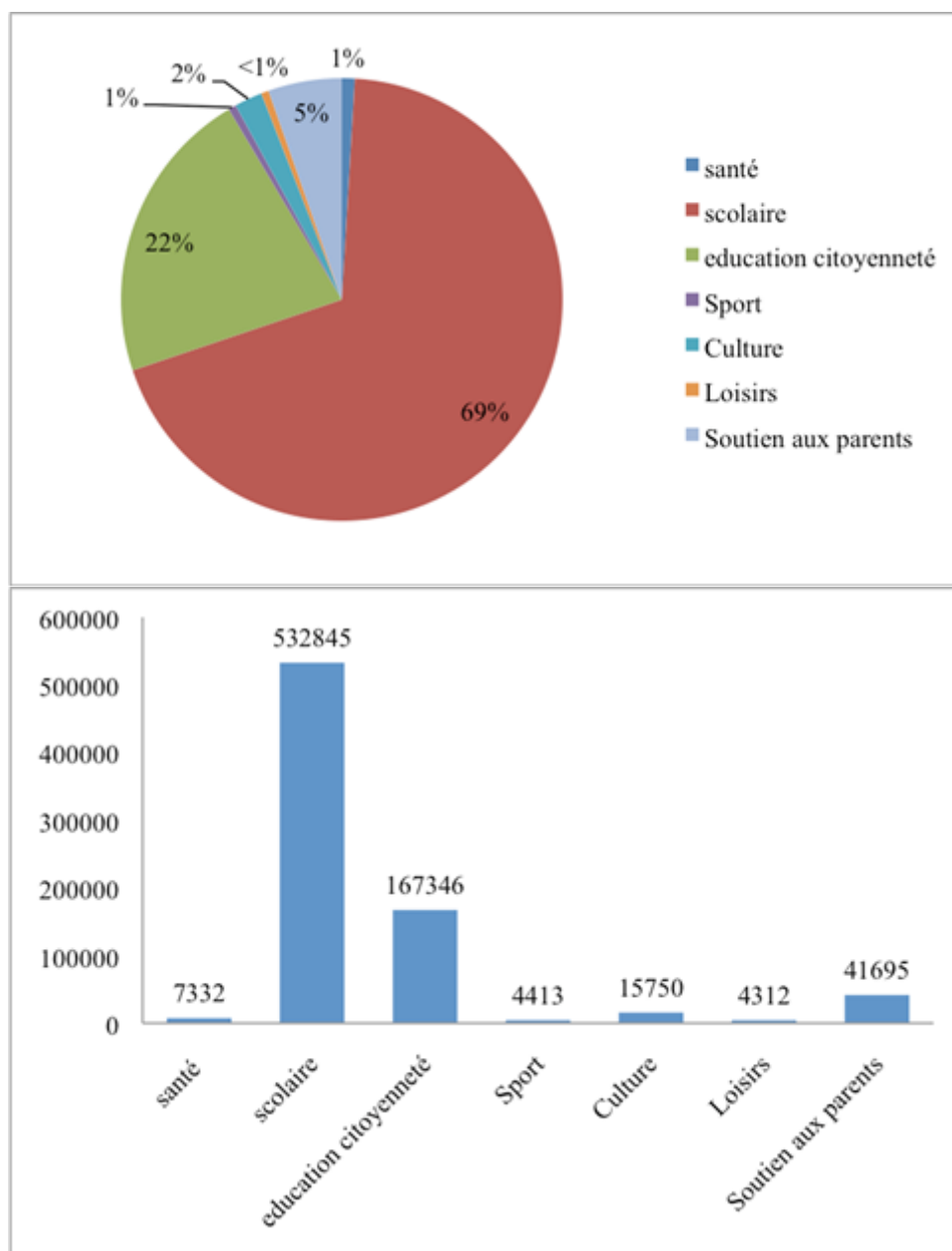
Le programme a travaillé en étroite partenariat avec 22 REP+ et des établissements primaires situés dans les quartiers d'Air Bel, la Soude et la Cayolle. La mise en place de 13 conventions d'accueil des référents dans les établissements et une plus grande lisibilité de l'action du PRE ont amélioré sur une année scolaire le partenariat avec l'Education Nationale

Sur cette année scolaire, 1047 enfants ont été bénéficiaires d'un parcours individuel de réussite éducative au sein du Programme de Réussite Educative, soit une augmentation de 20% par rapport à 2013/2014 et l'atteinte de l'objectif intermédiaire de 1040 enfants fixé par la gouvernance, l'objectif de 1500 parcours étant la cible finale.

Répartition des parcours par sexe et tranche d'âge

	Filles	Garçon	Total
Enfants de 2 à 5ans	5,5%	6,6%	12,1%
Enfants de 6 à 10 ans	18,6%	31,3%	50,0%
Enfants de 11 à 16ans	11,8%	26,2%	38,0%
Total	35,9%	64,1%	100%

Répartition des actions par thématiques CGET et budget



IX - LES ATELIERS SANTÉ VILLE

Le dispositif opérationnel ASV de Marseille est composé de 5 coordonnateurs ; il comprend quatre coordonnateurs territoriaux et 1 coordonnateur thématique « santé mentale ».

Le dispositif repose uniquement sur des missions d'ingénierie ; il assure la coordination et l'animation d'un réseau d'acteurs locaux (professionnels de santé, travailleurs sociaux, associations et

structures sociales, groupes d'habitants...) concourant à la promotion de la santé dans les territoires prioritaires.

6 comités techniques ont eu lieu pour l'ASV santé mentale, 5 pour l'ASV centre, 5 pour l'ASV Nord et 5 pour l'ASV Grand Sud Huveaune.

Actions suivies par les ASV en 2015

Axes	Fiches action	Nombre d'actions en suivi et / ou en portage direct
Enfants : lutter au plus tôt contre les inégalités sociales de santé	Prévention des maladies liées à un habitat dégradé	Actions communes : 1 ASV Nord: 1
	Nutrition et activité physique	ASV centre : 4 ASV Nord: 8 ASV GSH : 1
	Bucco-dentaire	Actions communes : 9 ASV centre : 1
	Développement affectif et social	Actions communes : 1 ASV centre : 1 ASV Nord : 4 ASV GSH : 4
	Troubles de l'apprentissages	ASV Nord : 3
Adolescents / jeunes : contribuer à lever les freins à l'insertion	Parcours de santé des jeunes en insertion : accès aux droits, bilan de santé, promotion de la santé	Actions communes : 4
	Nutrition et activité physique	ASV centre : 1 ASV Nord : 2 ASV GSH : 1
	Sexualité / rapports de genre	Actions communes : 2 ASV Nord : 3
	Prévention et soins des addictions	Actions communes : 2 ASV Nord : 7 ASV GSH : 1
	PAEJ	ASV Nord : 2
	Appui Réseau de professionnels	ASV GSH : 1
Adultes : accompagner dans l'accès à la prévention et aux soins	Accès aux droits	Actions communes : 1 ASV centre : 2 ASV GSH : 1
	Réseau santé-précarité – accès aux soins des plus précaires	ASV centre : 7
	Maladies chroniques	Actions communes : 2
	Nutrition et activité physique	ASV centre : 1 ASV Nord: 6 ASV GSH : 3
	Souffrance psychosociale	ASV centre : 1 ASV Nord : 2 ASV GSH : 2
	Démarche micro locale accès prévention et soins	Action commune : 1 ASV Nord: 3
	Santé des femmes : sexualité	Action commune : 1 ASV Nord: 3
Santé mentale des adultes	Réseaux sur la santé mentale et logement	ASV santé mentale : 4
	formations sur la santé mentale et précarité	ASV santé mentale : 3
	actions portées par des mouvements usagers visant le développement de compétence psychosociales	ASV santé mentale : 4
	actions visant une offre de logements accompagnés	ASV santé mentale : 4
	action sur l'accès aux soins psychiatriques des sans-abri	ASV santé mentale : 1
	manifestations pour lutter contre la stigmatisation en santé mentale	ASV santé mentale : 2

	action pour structurer un partenariat institutionnel à l'échelle centre-ville et quartiers Nord sur la santé mentale et l'habitat	ASV santé mentale : 1
Animation territoriale	Diagnostic offre et recours aux soins	ASV centre : 1
	Coordination	Action commune : 1 ASV centre : 3 ASV Nord : 2 ASV GSH : 2
	Evaluation des actions	Action commune : 1
	Appui au développement de l'offre	Action commune : 1 ASV nord : 1

X – LES RESSOURCES HUMAINES

Les postes de travail au sein du Groupement sont occupés soit par des agents mis à disposition par ses membres, soit par du personnel recruté par détachement ou sur contrat.

La structure compte au total **103 postes budgétaires** dont 56 postes à pourvoir par mise à disposition par la Ville de Marseille et 47 postes recrutés directement par le GIP en détachement ou sous contrat.

Au 31 décembre 2015, le GIP compte 80 agents :

- 16 agents du Programme de Réussite Educative (y compris 2 agents dont le contrat se termine au 31 décembre 2015),
- 64 agents chargés de la mise en œuvre du Contrat de Ville soit :
- 5 agents recrutés par le GIP en charge des Ateliers Santé Ville,
- 38 fonctionnaires mis à disposition (dont 2 ne renouvelant pas leur mise à disposition au-delà du 31 décembre 2015),
- 22 agents recrutés par le GIP (dont 1 agent en remplacement de congé maternité/parental).

Concernant la gestion des ressources humaines du GIP, l'année 2015 a été marquée par :

- Le travail avec la DRH municipale pour le pourvoi de postes vacants dans le cadre de la convention signée avec la Ville de Marseille,

L'accompagnement des DRH de la Ville de Marseille et de Marseille Provence Métropole concernant le transfert des agents municipaux à l'intercommunalité,

- La mise en place de nouvelles procédures administratives et d'outils dédiés dans le cadre de l'organisation du GIP par pôles,
- La mise en œuvre du plan de formation des agents du GIP, notamment la formation bureautique proposée à l'ensemble des agents du GIP,
- La gestion des départs, arrivées et de la carrière des agents (contrats, paye, etc.).

XI – COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE

Deux objectifs principaux de communication ont été suivis en 2015 :

- La couverture d'événements institutionnels avec le contrat de ville et le lancement des conseils citoyens.
- La redynamisation des productions d'articles autour des actions et opérateurs de la Politique de la Ville.

Dans ce cadre, les réalisations en matière de communication ont notamment porté sur :

- La communication autour des actions de la Politique de la Ville : alimentation du site internet et modification de son architecture. Un rythme hebdomadaire de production d'article sur les projets et associations financées a été défini afin de redynamiser le flux de communication mis en ligne sur le site internet de la Politique de la Ville. Les objectifs de production, fixés à un article de communication hebdomadaire en fonction des actualités, ont largement été dépassés. A compter du mois de mai 2016, 40 articles ont alimenté le site de la politique de la Ville. Ce rythme de production a permis de donner une meilleure visibilité des actions et porteurs financés. Cette activité, qui est l'occasion d'une visite sur site avec interview et photos intervient en complémentarité des contrôles.
- La vie institutionnelle du GIP : préparation et accompagnement de différentes opérations ou manifestations liées à la vie institutionnelle du GIP (inaugurations officielles, vœux annuels, visuels).
- Le Contrat de ville : production documentaire et graphique. Réalisation d'une plaquette pour l'appel à projet partenarial 2016.
- Les Conseils Citoyens : organisation des modalités techniques de tirage au sort des représentants et validation par contrôle d'huissier. Réalisation de supports graphiques spécifiques au lancement des conseils citoyens (affiches, plaquettes d'informations, panneaux de présentation).

Organisation d'une conférence de presse officialisant le lancement de ces instances à Marseille.

- Le soutien aux manifestations associatives : réalisation d'affiches et de plaquettes sur le forum emploi en soutien de l'association Centre Social St Just.
- Mise en valeur des productions documentaires financées par la Politique de la Ville.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2015 DU GIP POLITIQUE DE LA VILLE A MARSEILLE

Délibération n°2016/04 du 2 mai 2016

L'article 18.1 des statuts constitutifs du Groupement d'Intérêt Public précise : « l'Assemblée Générale a pour compétence (...) d'approuver les comptes de l'exercice clos (...) ».

Aussi, il vous est présenté aujourd'hui le compte financier du Groupement pour l'exercice 2015.

Préalablement, il convient de rappeler que l'Assemblée Générale, en sa séance du 19 décembre 2014, a adopté le Budget Prévisionnel 2015 ; deux décisions modificatives approuvées lors des séances des 28 avril et 12 octobre 2015 ont permis de réajuster différents postes budgétaires :

- La Décision Modificative n°1 réactualisait d'une part, les dépenses et les recettes du Groupement au regard de la notification des crédits de la Ville de Marseille et de l'Etat pour l'exercice 2015. Par ailleurs, elle portait sur la mobilisation des provisions constituées au Compte Financier 2014 du GIP pour la partie non utilisée des dotations 2014 de l'Etat en vue de leur remboursement au bailleur.

- La Décision Modificative n°2 avait pour objet de revoir la répartition budgétaire des dépenses et des recettes de fonctionnement au regard des besoins et de l'évolution du plan d'actions du GIP à mi-année sur les différents dispositifs (PRE, ASV et Contrat de Ville). Elle comprend une augmentation de dépenses et de recettes d'un montant de 267 091 € essentiellement due à une reprise sur provisions constituées au titre de la Ville de Marseille sur la période 2010 - 2014.

Ces provisions ont été mobilisées afin de régler en 2015 le solde des subventions votées dans le cadre de la programmation de fonctionnement CUCS 2014 pour le compte de la Ville de Marseille.

– PRÉSENTATION DU COMPTE FINANCIER

Le compte financier retrace l'ensemble des opérations réalisées au cours de l'année 2015 ; il permet de mettre en évidence l'exécution du budget en comparant les prévisions aux réalisations et de dégager le résultat comptable de la période.

Il présente également la situation comptable des éléments actifs et passifs à la fin de l'exercice.

La présentation de ce compte financier a été établie selon les dispositions du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le compte financier 2015 comprend :

- ❖ La balance définitive des comptes,
- ❖ Le développement des dépenses et des recettes budgétaires par chapitre,
- ❖ Le développement des résultats de l'exercice,
- ❖ Le bilan (...).

Chacun des éléments composant le document unique du compte financier est désigné sous le terme de « cadre ».

1-1 - Cadre 1 : Balance définitive des comptes du Grand Livre

La Balance définitive est établie à l'arrêté définitif des comptes.

Les soldes débiteurs et créditeurs qui apparaissent à la balance définitive constituent respectivement l'actif et le passif du bilan de sortie de l'exercice écoulé.

1-2 - Cadre 2 : Développement des dépenses budgétaires (classe 6)

Le cadre 2 retrace par chapitre, article et paragraphe, les dépenses budgétaires de l'exercice ; il est présenté et subdivisé comme le budget (section de fonctionnement et d'investissement).

1-3 - Cadre 3 : Développement des recettes budgétaires

Le cadre 3 retrace le montant par chapitre, article et paragraphe, des recettes budgétaires. Il est présenté et subdivisé comme le budget.

1-4 - Cadre 4 : Exécution du budget

Ce cadre, qui récapitule les opérations budgétaires effectives dans un tableau sous une forme semblable à celle du budget, a un double objet :

- mettre en évidence le résultat de l'exercice,
- donner une vue d'ensemble de l'activité du GIP au cours de l'exercice afin de faciliter la comparaison des prévisions et des opérations effectives ainsi que de faire apparaître les conditions dans lesquelles s'est trouvé réalisé l'équilibre des dépenses et des recettes.

1-5 - Cadre 5 : Tableau de concordance entre la balance définitive du Grand Livre et le développement des dépenses et des recettes de la section des opérations en capital

Ce tableau est destiné à établir la concordance entre la balance définitive des comptes et le développement des opérations de la section en capital.

1-6 - Les documents de synthèse

Ils comprennent :

- ❖ le compte de résultat de l'exercice,
- ❖ le bilan au 31 décembre avant affectation du résultat,
- ❖ le tableau des amortissements et des immobilisations,
- ❖ le tableau des provisions - dotations et reprises par année,
- ❖ la liste des états de développement des soldes des comptes de classe 4.

2 - ANALYSE DES POSTES LES PLUS SIGNIFICATIFS DU BILAN DE L'EXERCICE 2015

2-1 - Les immobilisations

Elles s'élèvent à **118 216,49 €** (montant brut hors amortissements de **95 259,01 €**) et récapitulent le montant des immobilisations acquises et amortissables par le GIP à ce jour.

Pour 2015, les immobilisations acquises au cours de l'exercice s'élèvent à **12 812,46 €** (Cf. tableau de financement prévisionnel – investissement - du cadre 4) et sont constituées de 7 344 € de licences logiciel pour la mise à jour de la base de données « filemaker » et 5 468,46 € au titre du renouvellement du matériel et mobilier.

Un amortissement linéaire sur 5 ans est appliqué prorata temporis sur le matériel informatique et le mobilier acquis par le GIP (Cf. tableau des immobilisations et des amortissements en annexe du compte financier) et d'un amortissement linéaire sur deux ans pour les immobilisations incorporelles (logiciels).

Il convient de noter que les immobilisations totalement amorties correspondant à l'année 2009 ont été sorties du bilan.

2-2 - Les disponibilités

Le compte de dépôt au Trésor **515** au 31 décembre 2015 s'élève à **3 517 127, 08 €**.

2-3 - Les créances

« Produits à recevoir sur exercice suivant »

Le compte **4687 « Produits à recevoir sur exercice suivant »** permet la constatation de produits acquis à l'établissement, mais dont l'encaissement effectif du titre de recette n'interviendra qu'en N+1, soit pour 2015, un montant égal à **6 924,31 €** concernant essentiellement des versements d'indemnités journalières de la CPAM

(3 924,31 €) et le remboursement d'une subvention (3 000 €).

« Recettes en attente d'encaissement »

Le compte **4417 « Subventions d'exploitation - Etat et autres collectivités »** correspond à la prise en charge des titres de recettes émis en 2015 pour lesquelles l'encaissement n'est pas intervenu au 31 décembre 2015 mais le sera dans le courant de l'année 2016, soit **39 000 €** pour la dotation Marseille Provence Métropole sur les dépenses d'ingénierie.

2-4 - Les dettes

« Fournisseurs & créanciers – période d'inventaire »

Le compte **4018 « Fournisseurs & créanciers – période d'inventaire »** regroupe les dépenses pour lesquelles les éléments de liquidation n'ont pas été saisis à la date calendaire du 31 décembre 2015, mais dont le GIP assurera le décaissement au titre de la gestion 2015 pendant les premiers jours de janvier 2016 (période d'inventaire). Ce compte est immédiatement soldé en début de gestion 2016 par le compte **515** de dépôt de fonds au Trésor.

Il s'agit donc en définitive des dépenses de la gestion 2015 payées début 2016, soit un montant de **284 888,43 €** constitué principalement de soldes de subventions à verser, de frais de déplacement et de factures diverses.

« Charges à payer sur exercice suivant »

Le compte **4686 « Charges à payer sur exercice suivant »** permet la constatation de charges dont l'établissement devra s'acquitter mais dont le paiement effectif n'interviendra qu'en 2016. La prise en charge de ces dépenses a été faite au titre de l'exercice 2015 pour un montant de **372 301,97 €**.

Il s'agit pour l'essentiel :

- des subventions Contrat de Ville votées en 2015 représentant la part Etat ou Ville de Marseille pour lesquels les porteurs de projet n'ont pas encore retourné la convention correspondante,
- des soldes de subvention CUCS 2014 pour la Ville de Marseille en cours de traitement,
- des prestations individualisées du PRE,
- diverses factures (frais de déplacement, formation, téléphonie, abonnements, documentation).

Ces comptes de la classe 4 sont détaillés dans l'état de développement des soldes en annexe du compte financier.

2-5 - Les provisions pour risques et charges

Le compte **15 « Provisions pour risques et charges »** recense l'ensemble des provisions constituées chaque année. Il est subdivisé en deux sous comptes :

- ✓ **Le 151 : « provisions pour risques »** qui identifie les provisions constituées pour couvrir le risque de paiement d'indemnités

de licenciement pour les contractuels du GIP en CDI.

- ✓ **Le 158** : « provision pour charges » qui permet la constatation de provisions pour des crédits non consommés des deux principaux bailleurs l'Etat et la Ville de Marseille.

Pour 2015, sont constituées les provisions suivantes pour un montant de **301 812,78 €**.

1/ Provisions pour risques (151) : ce compte n'est pas doté en 2015, considérant que la réserve de 104 834 € constituée au titre des années précédentes est apparue comme suffisante pour la couverture du risque de versement d'indemnités de licenciement des agents contractuels du GIP en CDI.

2/ Provisions pour charges (158) :

a) Etat : 177 479,68 €

- **PRE : 69 038,99 €** correspondant au montant non utilisé de la dotation 2015 versée par l'Etat au GIP pour les interventions et le fonctionnement du PRE. Ce montant pourra donner lieu à remboursement sur émission d'un titre de recette de l'Etat.

- **CONTRAT DE VILLE : 82 304,87 €** au titre des frais de fonctionnement du GIP (formation - communication, déplacements - missions, personnel) et **13 500 €** au titre de la programmation 2013 et 2014 pour lesquelles les porteurs de projet n'ont pas réalisé l'action.

- **ASV : 12 635,82 €** concernant la part de la masse salariale du dispositif non utilisée.

b) Ville de Marseille : 124 333,10 €

Les provisions pour charges ont été constituées avec l'accord du bailleur jusqu'en 2015. Considérant la modification de la composition statutaire des membres du groupement, leur mobilisation totale ou partielle sera soumise à l'examen de l'Assemblée Générale en cours d'exercice 2016.

- **CONTRAT DE VILLE : 113 056,34 €**

Actions CUCS 2013-2014 : 86 197,65 € correspondant aux actions votées lors de la Programmation 2014 dont les soldes n'ont pas été versés au 31 décembre 2015 (liquidation judiciaire, cessation d'activité, non justification et absence de production de bilans de réalisation, actions partiellement réalisées) et à des remboursements de subventions 2013.

Pilotage : 26 858,69 € correspondant à la part de la dotation de fonctionnement de la Ville non utilisée (formation, communication, déplacements / missions, personnel).

- **ASV : 11 276,76 €** concernant la quote-part des dépenses de personnel et de fonctionnement non utilisée.

2-6 - Le résultat de l'exercice 2015

Le montant des charges de l'exercice est de **13 591 747,19 €**, le montant des produits est de **13 545 314,68 €**.

Le déficit de l'exercice s'élève donc à 46 432,51 €.

2-7 - Analyse de l'écart entre la prévision budgétaire et l'exécution comptable

Certains postes de dépenses prévues n'ont pu être réalisés en totalité compte tenu de divers éléments conjoncturels (Cf. colonne 8 du cadre 2 du compte financier).

Il convient d'avancer les commentaires suivants pour expliquer les chapitres de dépenses présentant les montants de crédits non employés **les plus significatifs**.

*** PERSONNEL**

Chapitre 64 « Charges de personnel »

Les crédits non employés (106 586,29 €) correspondent à :

- des agents à temps partiels dont le salaire a été budgété à temps plein,
- des indemnités de licenciement non utilisées et non mises en provision,
- une démission non remplacée d'un chef de projet depuis le 1^{er} octobre 2015, deux postes de référent de parcours de Réussite Educative vacants depuis l'été et des décalages temporels entre les départs effectifs et les recrutements.

*** FONCTIONNEMENT AUTRE QUE LES CHARGES DE PERSONNEL**

Chapitre 60 « Achats et prestations de service »

Le montant des crédits non employés de 13 736 € s'explique essentiellement par un effort d'économie sur les dépenses administratives (fournitures et autres prestations).

Chapitre 61 « Achats et sous-traitance »

Les crédits non employés de 2 439 € n'appellent pas de remarques particulières.

Chapitre 62 « Autres services extérieurs »

Le montant des crédits non employés de 42 494 € s'explique notamment par l'absence de publicité légale, par un effort d'économie sur les frais de mission et par la non réalisation d'une formation.

Pour l'ensemble de ces chapitres, les écarts ont été inclus dans le calcul des provisions à reverser par dispositif (Cf. supra § 2.5).

*** INTERVENTIONS - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**

Chapitre 65 « Subventions aux associations »

La totalité des subventions allouées par la Ville (3 020 586 €) et l'Etat (4 081 790 €) pour le financement des actions de la Programmation du Contrat de Ville 2015 a bien été votée et engagée dans le cadre de l'exercice 2015 ; il en est de même pour les interventions du PRE (306 809 €).

Le faible décalage entre la prévision budgétaire et l'exécution comptable s'explique uniquement par le rythme de versement des subventions du GIP aux porteurs de projet.

Pour le compte 657, la comptabilité retrace effectivement le versement des soldes de subvention 2014 et les premiers paiements de subvention 2015.

3 – AFFECTATION DU RÉSULTAT

Il est proposé d'affecter le déficit de l'exercice (**46 432,51 €**) en report à nouveau sur les exercices suivants.

La délibération affectant le résultat de l'exercice en report à nouveau est adoptée à l'unanimité.

MODIFICATION DE LA GRILLE DES EMPLOIS DU GIP

Délibération n°2016/05 du 2 mai 2016

A ce jour, les délibérations successives de l'Assemblée Générale donnent au GIP un effectif théorique de 103 postes, soit 56 postes mis à disposition par la Métropole Aix Marseille Provence et 47 postes de contractuels de droit public.

Pour mémoire, le Programme de Réussite Educative est porté par le GIP jusqu'au 30 juin 2016. Les 6 postes vacants dans le dispositif ne seront pas pourvus d'ici là et peuvent donc être retirés de la grille des emplois.

Pour ce qui concerne la mise en œuvre du Contrat de Ville, la convention de mise à disposition de personnel a été automatiquement transférée de la Ville de Marseille à d'Aix-Marseille-Provence dans le cadre des

délibérations de la ville et de l'intercommunalité portant transfert de compétence. A titre indicatif, depuis le 1^{er} janvier 2016, 36 des 56 postes qu'elle prévoit sont pourvus par le transfert des personnels en poste et leur remise à disposition du GIP.

La dotation de fonctionnement de la métropole au GIP, actée par délibération de l'Assemblée Générale du 22 décembre suite au Conseil Communautaire du 21 décembre 2015, et inscrite au budget prévisionnel 2016, permet l'affectation de 250 k€ pour le recrutement de 5 agents qui doivent être inscrits à la grille des emplois.

Au total, 6 postes d'éducateurs/référents du Programme de Réussite Educative sont retirés de la grille des emplois, 5 postes de chefs de projet et chargés de développement pour la mise en œuvre du Contrat de Ville y sont ajoutés, portant le nombre de postes pourvus par contrat à 46.

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé d'approuver la modification de la grille des emplois telle que présentée dans l'annexe jointe.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

ADOPTION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR 2016 AVEC L'AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMÉRATION MARSEILLAISE (AGAM)

Délibération n° 2016/06 du 2 mai 2016

Depuis plusieurs années, le GIP Politique de la Ville et l'AGAM poursuivent leur partenariat dans le cadre des dispositifs d'évaluation de la Politique de la Ville à Marseille, l'AGAM accompagnent le GIP Politique de la Ville et ses équipes dans le pilotage et la mise en œuvre du contrat et contribuant à l'orientation stratégique des priorités d'intervention dans les quartiers prioritaires.

Cette collaboration se matérialise par une convention de coopération annuelle déclinant un programme de travail et par la participation d'un représentant du GIP Politique de la Ville à l'Assemblée Générale de l'AGAM au titre de partenaire.

Pour 2016, ce programme de travail porte sur les éléments suivants :

- Travaux cartographiques et création d'accès numériques à un espace cartographique partagé pour les équipes opérationnelles du GIP Politique de la Ville et les Conseils Citoyens ;
- Observatoire des quartiers : note sur les données mobilisables et sur la nécessité d'une analyse à l'échelle des QPV ; état initial de l'observatoire des quartiers dans le cadre du suivi du Contrat de Ville ;
- Recensement statistique et analyse sur le champ de la réussite éducative de la maternelle à l'université sur les territoires en QPV ;
- Préparation d'une étude sur l'occupation du parc social ;
- Association du GIP Politique de la Ville, en accord avec les commanditaires, aux différents travaux de l'AGAM concernant les territoires et actions publiques visées dans le Contrat de Ville (exemples : les écoles, les crèches et les centres sociaux...).

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé d'approuver la convention jointe entre le GIP Politique de la Ville et l'AGAM, donnant lieu au versement d'une participation de 22 500 euros prévue au Budget Prévisionnel du GIP, et d'autoriser le Directeur du GIP à la signer.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

LANCEMENT D'UNE CONSULTATION POUR LA DEMATERIALISATION DE L'APPEL À PROJETS DU CONTRAT DE VILLE

Délibération n° 2016/07 du 2 mai 2016

Le Premier Ministre, par circulaire du 29 septembre 2015, a rappelé les enjeux liés à la dématérialisation et à la simplification des démarches administratives.

La simplification administrative et l'amélioration de la performance de la politique publique sont des engagements pris par les signataires du Contrat de Ville en vue de faciliter le travail des porteurs de projets, de simplifier et raccourcir les traitements administratifs et de favoriser l'initiative territoriale et l'innovation.

Ainsi pour permettre aux opérateurs et porteurs de projets de développer au mieux leurs interventions territoriales et être vecteurs d'innovation sociale, le GIP souhaite lancer une consultation pour la dématérialisation des appels à projets et la modernisation de l'outil de gestion des bases de données du Contrat de Ville.

Plus particulièrement, cela doit permettre :

- aux porteurs de projets, d'effectuer une demande de subvention en ligne et de simplifier les modalités administratives de constitution des dossiers.

Pour faire converger les outils de l'instruction partenariale et participer à la mise en cohérence des politiques d'attribution de subvention, cette plate-forme s'appuiera sur le dossier unique de demande de subvention de l'Etat (formulaire Cerfa N°12156).

- aux équipes de la Politique de la Ville, d'alléger le suivi administratif des demandes de subvention au bénéfice de l'accompagnement des porteurs de projets et du déploiement des interventions territoriales. Cette plate-forme assurera le lien avec le système d'information du Contrat de Ville, base de collecte et de circulation de l'information pour la gestion des appels à projets, le contrôle et le paiement des opérateurs et le suivi du Contrat de Ville.

Les outils à créer devront intégrer le besoin d'interface avec les systèmes d'information des partenaires et notamment de l'Etat. A cet effet, le prestataire prendra notamment contact avec le CGET pour envisager la faisabilité d'une intégration directe des données recueillies dans les outils utilisés par les services déconcentrés de l'Etat et des partenaires.

En 2016, le calendrier d'exécution de la mission sera le suivant :

- désignation d'un prestataire : mi-juin
- définition du cahier des spécifications fonctionnelles : échéance mi-juillet
- mise en production : échéance mi-octobre
- phase de test : octobre-novembre
- finalisation de l'outil pour l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville : échéance fin novembre
- ajustements et maintenance : décembre-janvier

La dépense correspondante, estimée environ à 35 000 €, est inscrite au budget prévisionnel 2016 du GIP.

Le cahier des charges devant répondre à un souci de simplification pour les associations, c'est-à-dire prévoir le dépôt d'un seul dossier sur un portail unique susceptible de communiquer avec les logiciels des différents financeurs dont l'Etat, il ne donnera lieu à consultation qu'après validation des services de l'Etat.

L'adoption de la délibération est donc reportée.

**LANCEMENT D'UNE CONSULTATION
POUR UNE ÉTUDE SUR L'ACCÈS AUX DROITS
ET LES PLATEFORMES DE SERVICES PUBLICS**

Délibération n° 2016/08 du 2 mai 2016

Le Contrat de Ville intercommunal Marseille Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 définit des priorités d'intervention en faveur de l'accès aux droits.

L'objectif de la mission est :

- de réaliser un recensement des services publics disponibles sur chaque territoire prioritaire de Marseille et de mettre en évidence les différentes typologies d'intervention, en analysant l'offre des porteurs de projets associatifs et l'offre de services publics afin de spatialiser l'offre de service et de la mettre en cohérence avec les besoins des territoires,
- de développer un plan d'actions pour chacun des projets de territoire envisageant la rationalisation, le redéploiement, la mutualisation, la réorientation ou la création d'offre de services (ex : MSAP/ PSP).

Le prestataire s'appuiera sur un comité technique mis en place par le GIP.

Le rapport comportera 2 volets :

- Un volet généraliste sur la thématique dans son ensemble y compris sa déclinaison par territoire
- Un volet spécifique à la question des Plateformes de Services Publics et Maisons de Services Aux Publics. La question de l'harmonisation de l'offre de services et du coût de chaque projet fera l'objet d'une attention particulière.

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé :

- d'approuver le lancement d'une consultation pour une étude sur l'accès aux droits et les plateformes de services publics, dont la dépense correspondante, estimée environ à 20 000 €, est inscrite au budget prévisionnel 2016 du GIP.

- d'autoriser le Directeur du GIP à signer la lettre de commande correspondante avec le prestataire retenu.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**PRÉSENTATION DES NOTIFICATIONS
FINANCIÈRES DE L'ÉTAT AU GIP POUR 2016**

Délibération n° 2016/09 du 2 mai 2016

Le GIP constitue l'instance juridique et l'outil de pilotage et de mise en œuvre des politiques contractuelles de développement social urbain à Marseille.

Pour permettre au GIP d'assumer ses missions, il perçoit des mises à disposition et des dotations annuelles pour son fonctionnement, ainsi que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de sa programmation annuelle.

Pour 2016, l'Etat a notifié au GIP l'attribution d'enveloppes financières à hauteur de 150 000 € pour les Ateliers Santé Ville et les 5 postes de coordonnateurs, et 979 713 € pour le Contrat de Ville, au titre du fonctionnement et du pilotage du GIP.

Pour ce qui concerne le Programme de Réussite Educative et sa mise en œuvre jusqu'au 30 juin 2016, une dotation financière de l'Etat de 644 000 €, soit 394 000 € au titre des salaires, frais de fonctionnement et pilotage et 250 000 € pour les interventions dans le cadre des parcours de réussite Educative, a été inscrite au Budget Prévisionnel du GIP, soumis et validé par l'Assemblée Générale le 22 décembre 2015. C'est dans ce cadre que les dépenses afférentes ont été engagées. La notification de la dotation de l'Etat au GIP sera établie après le 30 juin 2016 sur la base du compte d'emploi et de la demande de subvention correspondante, en respectant le Budget Prévisionnel fixant une limite de 250 000 € pour les interventions. Ainsi la subvention qui sera sollicitée par le GIP correspondra au coût réel du dispositif, tenant compte des postes vacants et des compensations liées aux arrêts maladie.

En conséquence, il vous est proposé d'autoriser le Directeur du GIP à solliciter les subventions correspondantes et Madame la Présidente à signer les trois conventions avec l'Etat.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibérations de l'Assemblée Générale du
16 juin 2016

CONTRAT DE VILLE CONVENTION TYPE DE FINANCEMENT

Délibération n° 2016/10 du 16 juin 2016

Maître d'œuvre de la politique contractualisée de développement social urbain à Marseille, le GIP Politique de la Ville porte, depuis 2004, des financements mutualisés de l'Etat et de la Ville de Marseille au titre de la Politique de la Ville.

A compter de cette année 2016, et consécutivement au transfert de la compétence Politique de la Ville à l'intercommunalité, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, désormais membre du GIP Politique de la Ville, se substitue à la Ville de Marseille comme financeur du dispositif Contrat de Ville notamment sur les moyens d'intervention.

D'autre part, pour l'année 2016 l'Etat reprend la gestion de la totalité de sa dotation dédiée aux associations au titre de la Politique de la Ville.

Ainsi, si le travail partenarial piloté par les équipes politique de la Ville a conduit à l'établissement de plans de financement, dans le cadre de l'appel à projet 2016, incluant des financements de l'Etat, de la Métropole, et des Conseils Régional et Départemental, le GIP Politique de la Ville a la charge pour cette année de la gestion d'une part des financements de la Métropole d'Aix-Marseille Provence uniquement.

En application de l'article 17.1 des statuts constitutifs du GIP Politique de la Ville, l'Assemblée Générale du Groupement a compétence « pour décider de l'attribution des subventions pour les actions présentées dans le cadre de la Programmation Annuelle aux Comités de Pilotage ». Ces subventions se traduisent par la signature de conventions de financement avec les porteurs de projet.

En conséquence, il convient d'adopter un nouveau modèle de convention de financement entre le GIP Politique de la Ville et les porteurs de projets, au titre de la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Pour information, suite à la dissolution du GIP Politique de la Ville prévue au 31 décembre 2016, les conventions de financement seront reprises par la Métropole Aix-Marseille Provence pour le versement direct des soldes prévus par les conditions de paiement.

Il vous est donc proposé d'adopter le nouveau modèle joint de convention de financement entre le GIP Politique de la Ville et les porteurs de projets, au titre de la Métropole Aix-Marseille Provence.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CONTRAT DE VILLE PROGRAMMATION DE FONCTIONNEMENT 2016

Délibération n° 2016/11 du 16 juin 2016

Maître d'œuvre de la politique contractualisée de développement social urbain à Marseille, le GIP Politique de la Ville porte, à compter de cette année 2016, des financements de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Pour l'année 2016, la dotation de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence affectée au GIP prévoit 3 400 000 euros au titre des actions initiées dans le cadre de la programmation annuelle du Contrat de Ville.

Suite au travail partenarial piloté par les équipes Politique de la Ville, le Comité de Pilotage du 2 juin 2016 a arrêté la liste des actions figurant dans la programmation annuelle 2016 et les plans de financement correspondants, prévoyant la mobilisation de :

- 4 080 790 € par l'Etat,
- 3 676 500 € par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dont 3 371 500 € portés par le GIP,
- 1 377 100 € par le Conseil Régional,
- 719 727 € par le Conseil Départemental.

Vous trouverez pour information en pièce jointe les éléments présentés lors de ce Comité de Pilotage.

En application de l'article 17.1 des statuts constitutifs du GIP Politique de la Ville, l'Assemblée Générale du Groupement a ainsi compétence « pour décider de l'attribution des subventions pour les actions présentées dans le cadre de la Programmation Annuelle aux Comités de Pilotage ».

Ainsi, il vous est proposé d'adopter la participation de la Métropole d'Aix-Marseille Provence affectée au GIP Politique de la Ville dans le cadre de la série d'actions relative à la Programmation du Contrat de Ville, dont le montant s'élève à 3 371 500 €.

Dans un souci de préserver le GIP de tout recours contentieux d'éventuels porteurs de projet à la suite des décisions de non financement des actions présentées dans le cadre de l'appel à projet 2016, il y a lieu de valider la liste des actions non financées au titre de la programmation, actions ayant reçu un avis favorable sans financement ou un avis défavorable pour un financement par le GIP émis lors de l'instruction partenariale des projets.

En conséquence, il vous est proposé d'adopter :

- La liste des actions en avis favorable avec financement du GIP Politique de la Ville au titre de l'appel à projet 2016. Les subventions de fonctionnement correspondantes qui seront versées par le GIP Politique de la Ville au titre de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvent à **3 371 500 €**. Le Directeur du GIP est autorisé à signer les conventions correspondantes avec les porteurs de projet.

- La liste des actions sans financement du GIP Politique de la Ville suite à l'avis du Comité de Pilotage du 2 juin 2016.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RÉGIME INDEMNITAIRE 2016 DU GIP POLITIQUE DE LA VILLE

Délibération n° 2016/12 du 16 juin 2016

Par délibération du Conseil d'Administration du 9 novembre 2001, le GIP a déterminé le régime indemnitaire applicable aux agents recrutés directement par le Groupement, en référence aux textes de la Fonction Publique. La répartition des 44 emplois concernés par un régime indemnitaire variable en 2016 est la suivante :

- vingt-neuf agents au grade d'attaché,
- quatre agents au grade de conseiller technique de service social,
- huit agents au grade d'assistant de service social,
- trois agents au grade d'adjoint administratif.

Il vous est donc proposé de valider l'actualisation du montant de l'attribution de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS), de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT), et de l'Indemnité d'Exercice des Missions (IEM) pour les agents contractuels du GIP concernés.

1/ Détermination de l'enveloppe annuelle maximale de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS) pour les quarante-et-un agents du GIP dont le cadre d'emploi est fixé en référence au grade d'attaché, de conseiller technique ou d'assistant de service social.

Le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 précise le cadre d'attribution de l'IFTS pour le grade d'attaché. Le montant moyen annuel est établi par référence à l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 et revalorisé par indexation sur la valeur du point de la Fonction Publique.

Le décret n° 2002-1105 du 30 août 2002 précise le cadre d'attribution de l'IFTS pour les grades de conseiller technique et d'assistant de service social. Le montant moyen annuel est établi par référence à l'arrêté ministériel du 30 août 2002.

Ainsi les taux annuels moyens réactualisés au 1^{er} juillet 2010 sont les suivants :

- 1 078,72 euros pour les attachés,
- 1 300,00 euros pour les conseillers techniques de service social,
- 950,00 euros pour les assistants de service social

Le montant des attributions individuelles de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires ne peut excéder huit fois le montant annuel moyen attaché à la catégorie à laquelle appartient l'agent au grade d'attaché et cinq fois ce montant pour les agents aux grades de conseiller technique et assistants de service social.

2/ Détermination de l'enveloppe annuelle maximale de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) pour les trois agents du GIP dont le cadre d'emploi est fixé en référence au grade d'adjoint administratif.

Le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 précise le cadre d'attribution de l'IAT pour le grade d'adjoint administratif. Le montant moyen annuel est établi par référence à l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 et revalorisé par indexation sur la valeur du point de la Fonction Publique.

Ainsi, au 1^{er} juillet 2010, le taux annuel moyen est de 449,28 euros pour les adjoints administratifs.

Par ailleurs, le montant maximum des attributions individuelles ne peut excéder huit fois le montant moyen attaché à la catégorie d'appartenance.

3/ Détermination de l'enveloppe annuelle maximale de l'Indemnité d'Exercice des Missions (IEM).

Le décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 précise le cadre d'attribution de l'IEM. Le montant moyen annuel est établi par référence à l'arrêté ministériel du 24 décembre 2012. Il est de :

- 1 372,04 euros pour les attachés,
- 1 885 euros pour les conseillers techniques de service social,
- 1 250,08 euros pour les assistants de service social,
- 1 153 euros pour les adjoints administratifs.

Ces montants moyens annuels peuvent être affectés d'un coefficient multiplicateur d'ajustement s'échelonnant de 0,8 à 3.

Le régime indemnitaire applicable aux agents recrutés directement par le Groupement comprend l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS), l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et l'Indemnité d'Exercice des Missions (IEM). Au vu des règles énoncées ci-dessus, le montant global du régime indemnitaire du GIP pour 2015 ne pourra donc excéder 507 426,08 €.

4/ Méthode et critères pour les attributions individuelles.

4-1/ L'attribution individuelle du régime indemnitaire est établie par la Direction du GIP après consultation des chefs de service, qui auront eux-même recueilli les informations nécessaires, le cas échéant, auprès des responsables d'équipe sous leur encadrement. Ces propositions font l'objet d'un arbitrage au regard du budget disponible, des impératifs de cohérence et d'harmonisation entre agents relevant de situations comparables.

4-2/ Trois catégories de critères peuvent, à des degrés divers, entrer en ligne de compte :

- critères liés au poste :

niveau de responsabilités,
position d'encadrement,
contraintes, ...

- aptitudes individuelles :
manière de servir,
implication,
niveau d'expertise,
conduite de projet,
management,

capacité d'adaptation,
innovation et créativité, ...

- contraintes et sujétions particulières :
gestion de l'urgence,
charge de travail,
contraintes horaires,
gestion du relationnel, ...

Il s'agit également de valoriser les efforts et initiatives dans l'amélioration et l'optimisation du fonctionnement du service, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs du GIP.

Cette liste de critères n'est ni exhaustive ni exclusive mais elle constitue une base d'étude des situations individuelles.

4-3/ Les agents contractuels du GIP bénéficient d'une prime de fin d'année imputée sur l'Indemnité d'Exercice des Missions, modulable en fonction :
- du temps de travail effectif (sur son montant global),
- de l'absentéisme pour maladie (1/40^{ème} par jour sur 40% de son montant et après franchise de 3 jours).
Les modalités d'abattement en ont été précisées par délibération du Conseil d'Administration du 13 avril 2012.

Ces critères sont appréciés sur une période de référence comprise entre le 1^{er} octobre précédent l'année de versement et le 30 septembre de l'année de versement.

Il convient de préciser que ces éléments ont reçu un avis favorable du Comité Technique qui s'est réuni le 3 juin 2016.

Les attributions individuelles étant basées sur les critères énoncés ci-dessus, il est proposé à l'Assemblée Générale d'adopter les éléments suivants :

Article 1 :

Est attribuée une indemnité annuelle aux agents du GIP pouvant comprendre :

- l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS),
- l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT),
- l'Indemnité d'Exercice des Missions (IEM).

Elle fera l'objet d'une répartition individuelle.

Article 2 :

Pour 2016, la dotation indemnitaire globale du GIP pour les 44 agents concernés par un régime indemnitaire variable est évaluée (selon la valeur du point au 1^{er} juillet 2010) à 221 096 € et sera revalorisée par indexation sur la valeur du point d'indice de la Fonction Publique.

Article 3 :

L'effet de ces dispositions est fixé au 1^{er} Janvier 2016 ou, pour les agents concernés, à la date de leur prise de fonction.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE FEUILLE DE ROUTE POUR LA PÉRIODE INTERCALAIRE AVANT LA REPRISE DU DISPOSITIF

Délibération 2016/13 du 16 juin 2016

L'Assemblée Générale du GIP en date du 22 décembre 2015 a voté l'arrêt du portage du Programme de Réussite Éducative par le GIP au 30 juin 2016, celui-ci devant être transféré à un nouvel organisme pour être opérationnel lors de la prochaine rentrée scolaire.

La fin des contrats de travail à durée déterminée et conventions de prestation est d'ores et déjà programmée pour cette date.

Afin d'organiser une transition plus fluide entre les porteurs actuel et futur du Programme, les services de la Préfecture et du GIP ont engagé un travail partenarial qui a abouti à la validation par les pilotes du dispositif d'une feuille de route dont les agents s'acquitteront durant la période de transition, soit selon toute vraisemblance jusqu'au 31 août 2016.

La feuille de route jointe comporte les procédures, modalités de transmission des suivis des enfants inscrits dans le Programme Réussite Éducative, l'archivage et la préparation des dossiers à transmettre, éléments d'ores et déjà transmis aux agents, ainsi que l'établissement d'un bilan qualitatif et quantitatif avec un éclairage approfondi des impacts sur les parcours de réussite éducative mis en place auprès des enfants et des familles suivis dans chacun des territoires durant les 2 dernières années scolaires.

Durant cette période, les agents ne seront plus responsables des parcours ni du partenariat, qui seront organisés et suivis par les services de l'Etat.

Pour cette période transitoire, 5 agents restent en poste, à savoir :

- le responsable du Programme, en détachement jusqu'au 31 août 2016,
- 3 coordonnateurs en contrat à durée indéterminée,

- 1 référent en contrat à durée indéterminée.

L'un des agents en contrat à durée indéterminée a d'ores et déjà fait part de projets professionnels hors PRE et pourrait donc souhaiter un départ du GIP dans un cadre conventionnel négocié. La mise en œuvre de ruptures conventionnelles de contrats étant prévue à ce jour par le code du travail sans disposition équivalente pour les agents publics, une autre procédure doit être recherchée, et les services de l'Etat se sont engagés à transmettre les éléments juridiques détaillés pour sa mise en œuvre le cas échéant.

Au regard de la variation des effectifs du dispositif durant l'année 2016, les dépenses de fonctionnement correspondant à cette poursuite des contrats de travail sont couvertes par les éléments prévus au Budget 2016 du Groupement pour le

Programme de Réussite Educative, soit une dotation prévisionnelle de l'Etat de 644 000 €.

Compte tenu de cette prolongation d'activité et comme convenu lors d'une précédente délibération, la demande de subvention correspondante sera effectuée au terme du portage par le GIP, sur la base des frais réels engagés.

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé d'approuver les principes de la feuille de route énoncés ci-dessus pour la période intercalaire avant la reprise du Programme de Réussite Educative, et leur mise en œuvre par les agents en poste.

La délibération est adoptée à l'unanimité.